

**APPEL DU COMITÉ NATIONAL
POUR LA CRÉATION ET LA COORDINATION
DES COMITÉS DE BASE CHEMINOTS** (Voir page 7)

I'HUMANITÉ



rouge

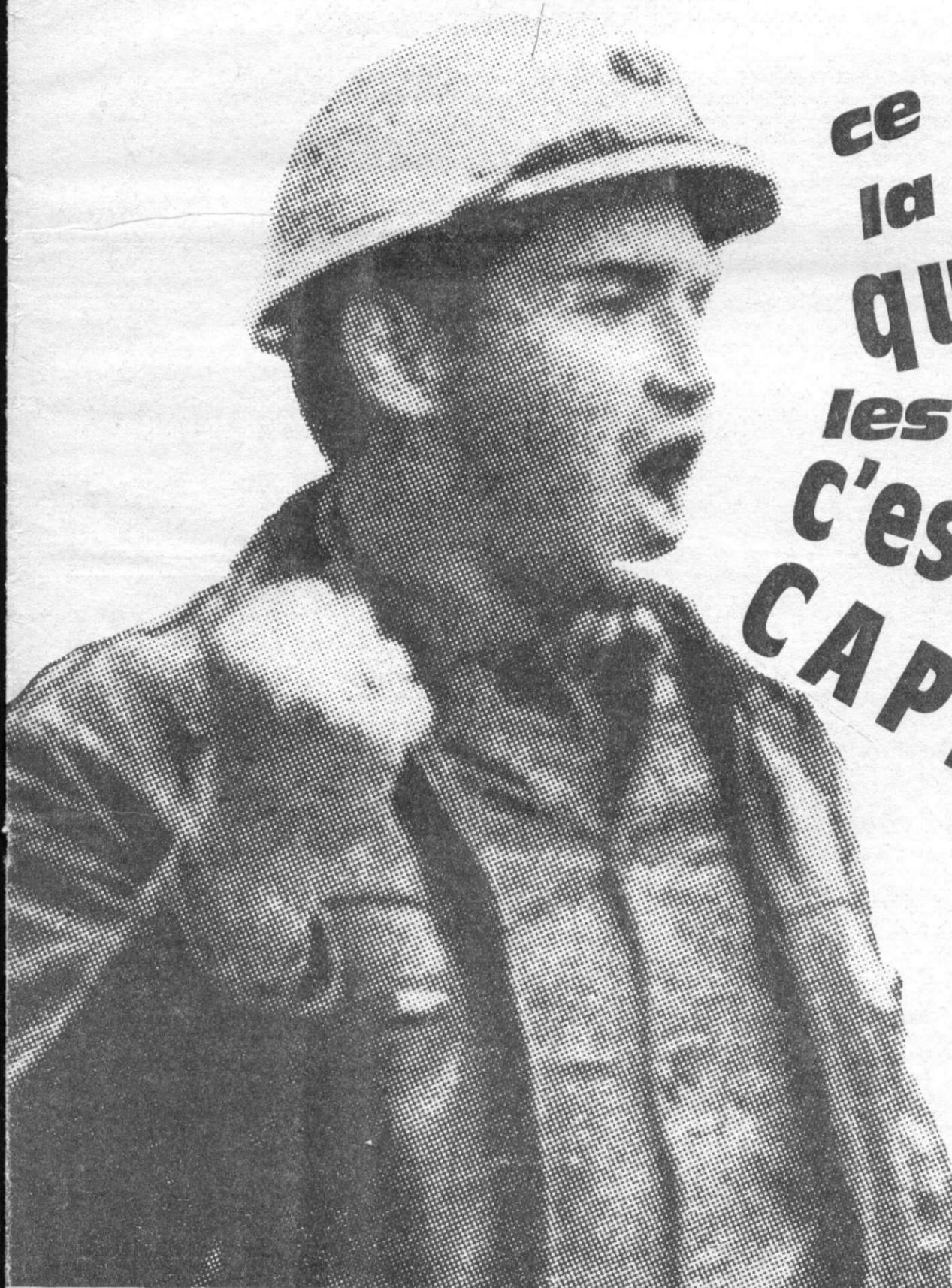
*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 47
JEUDI 12 FÉVRIER 1970

FOUQUIÈRES-LES-LENS :



**ce n'est pas
la mine
qui a tué
les 16 mineurs
C'est le
CAPITALISME!**

UNE SEMAINE DE LUTTES



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **ENTREPRISE DE MANUTENTION REINIER A STRASBOURG** : Les travailleurs sont en grève depuis le 29 janvier.
- **FONCTION PUBLIQUE** : Les mécanographes poursuivent la grève du rendement.
- **FACULTE DES LETTRES** : Le mouvement de grève se poursuit et s'étend dans l'enseignement des langues vivantes. D'autres universités sont engagés dans la lutte (Reims, Avignon, Bordeaux, Pau). (voir article).
- **CITEES UNIVERSITAIRES PARISIENNES** : cinquième mois de grève des loyers.
- **CENTRE UNIVERSITAIRE DAUPHINE A PARIS** : Quatrième semaine de grève.

VENDREDI 30 JANVIER

- **AMIENS** : Lors de la visite de Blake, ambassadeur intérimaire des U.S.A. en France, les marxistes-léninistes ont organisé la protestation : Inscriptions anti-impérialistes (U.S. assassin, U.S. nazis, Blake go home, Vengeons Song Mhy, F.N.L. vaincra...) sur les murs et sur sa voiture, lors de la réception à la Maison de la culture.
- **G.S.P.** : Fin de la grève, sabotée et brisée par l'U.D.-C.G.T. S'opposant en particulier à toute forme de solidarité qui d'après le bonze M. Leclerc « démoralise les grévistes », « l'argent collecté étant dépensé par les grévistes dans les bistrotts ! », ils ont fait reprendre le boulot sans rien obtenir. Une analyse plus détaillée de cette nouvelle trahison sera faite pour le prochain numéro.

SAMEDI 31 JANVIER

- **CENTRE DE CHEQUES POSTAUX A MARSEILLE, A DIJON, A LYON** : Les agents sont en grève pour 2 jours de repos consécutif, une seule vacation de travail et une augmentation des effectifs.

LUNDI 2 FEVRIER

- **BENNES MARREL A SAINT-ETIENNE** : 80 % des travailleurs horaires débrayent 2 heures pour les salaires, la mensualisation, la réduction du temps de travail et l'égalité des salaires dans les différents services. A la succursale de Bordeaux les ouvriers ont également engagé l'action.
- **BENNES SAMSON A SAINT-ETIENNE** : Les ouvriers de cette entreprise rejoignent la lutte des ouvriers de chez Marrel.
- **S.P.C.M. A LA SEYNE (Var)** : Les métallos débrayent pour leurs salaires.
- **A EPINAL (Vosges)** : Un millier de cultivateurs manifestent contre les dirigeants syndicaux de la F.D.S.E.A. Ils reprochent à ces dirigeants de siéger à côté des industriels.

MARDI 3 FEVRIER

- **SOCIETE ANONYMES DES TRAVAUX METALLURGIQUES A MUSSIDAN (Dordogne)** : Les ouvriers débrayent pour leurs salaires et décident la poursuite de l'action par des débrayages journaliers.
- **USINE SOTEXA A AUBENAS (Ardèche)** : Grève des 200 ouvriers pour les salaires et le 13^e mois.
- **ETABLISSEMENTS SOULELIAC ET JAVIER A AUBENAS (Ardèche)** : Plus de 100 métallos sont en grève pour les salaires et le 13^e mois.
- **CHENARD ET WALKER (Groupe Chausson) A GENNEVILLIERS** : Débrayages pour les revendications.
- **ENTREPRISE DROUARD A PARIS-15^e** : 15^e débrayages des travailleurs horaires pour leurs revendications.

- **BREST** : 350 métallos « électriciens de bord » de quatre entreprises sont en grève pour leurs revendications.
- **CENTRE DE REMPLISSAGE DE GAZ LIQUEFIE A LACQ, NERAC, AMBES ET SAINT-LOUBES** : Grève du personnel pour une nouvelle grille de salaire, la mensualisation, etc...
- **AIR-FRANCE** : Grève des mécaniciens au sol pour les salaires et les classifications.
- **TRIAGE DE LA DESSERTTE DE RUNGIS** : Depuis hier soir, les cheminots sont en grève de 24 heures pour le maintien des effectifs et de roulement à la manœuvre, pour de nouveaux effectifs au bureau trafic et matériel, pour la cantine et l'attribution d'une indemnité de transport.

MERCREDI 4 FEVRIER

- **RATEAU A LA COURNEUVE** : Débrayages dans plusieurs ateliers (mécanique, soudure, montage, etc.) pour l'augmentation des salaires et une nouvelle grille de salaires.
- **SOCIETE GENERALE DE PRESSE** : Grève illimitée des journalistes pour leurs revendications. Le directeur de cette société n'est autre que Monsieur Bérard-Quélin, vice-président et trésorier du Parti radical !
- **CENTRE UNIVERSITAIRE DE VINCENNES** : Grève des enseignants qui protestent contre la décision ministérielle qui refusent la délivrance de diplômes nationaux dans les sections de philosophie, de droit, de sciences économiques et qui remet en cause le système des unités de valeurs.

JEUDI 5 FEVRIER

- **AIR-EQUIPEMENT, USINE BASLY A AMIENS** : Les métallos débrayent pour soutenir l'action de l'équipe du traitement thermique en grève depuis le 26 janvier. L'usine des Grésillons a également débrayé une demi-heure.
- **POMPEY (Meurthe-et-Moselle)** : Les 110 ouvriers du train continu Bram-la-Dame débrayent 2 heures pour les salaires.
- **C.E.M.A.T. A BREST** : Les travailleurs débrayent pour s'opposer au licenciement de 70 d'entre eux.
- **ETABLISSEMENTS GENOUD-FEUDOR A VENISSIEUX** : Les travailleurs de l'atelier de traitement thermique (acides et chrome) se mettent en grève contre l'augmentation des cadences qui a pratiquement doublé depuis un an, pour la sécurité, pour les salaires (actuellement le salaire de base est inférieur à 4 francs de l'heure) pour l'obtention de douches, pour un repos d'un quart d'heure par séance de travail.
- **MARECHAL A VENISSIEUX** : Les travailleurs du secteur calendres poursuivent leur débrayage journalier depuis plusieurs semaines pour les salaires. La direction prend des sanctions contre ces travailleurs ; mais la riposte est immédiate face aux prétentions patronales, des débrayages éclatent dans tous les secteurs de l'entreprise et un meeting, rassemblant tout le personnel a lieu dans l'entreprise.
- **PAPETERIE MAUDUIT A QUIMPERLE (Finistère)** : Les 500 ouvriers et employés arrêtent le travail 24 heures pour l'augmentation des salaires.
- **WAGONS-LITS, RESTAURANT MAINE-MONT-PARNASSE A PARIS** : Grève de 24 heures.
- **ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS A PARIS** : 70 employés et cadres sont en grève contre le licenciement d'une militante et pour leurs revendications.

VENDREDI 6 FEVRIER

- **S.N.C.F. A BESANCON** : La majorité des cheminots des services de marchandises cessent le travail. Ils protestent contre les sanctions prises à l'égard de délégués.
- **VITICULTEURS DE L'AUDE** : Plusieurs centaines de viticulteurs déposent jeudi soir des vieux pneus sur la voie ferrée Toulouse-Marseille, près de Capendu, et y mettent le feu.
- **TRIBUNAL DES FORCES ARMEES DE RENNES** : Trois jeunes soldats sont condamnés à un an, 8 mois et 4 mois de prison pour être possesseur de tracts intitulé « Crosse en l'air » et « l'étrincelle ». Exigeons leur libération ! Exigeons la liberté d'expression pour les soldats à la caserne !

SOUSCRIPTION NATIONALE
A L'"HUMANITÉ-ROUGE"

Relevé précédent 96 680,90 F

Soutien d'un travailleur			
C.P.	St-Maur	4,50	F
C.D.H.R.	Choisy-le-Roi	50	F
B.J.	St-Maur	50	F
B.P. (Partie salaire)	Paris-20 ^e	20	F
1 C.D.H.R.	Paris	100	F
H	Toulouse	20	F
	Sotheville -les-Rouen	50	F
Anonyme	Termignon	50	F
C.D.H.R.	Guingamp	10	F
1 C.D.H.R.	Toulouse	20	F
Sympathisant	Athis-Mons	100	F
C.D.H.R. (1 ^{er} versement)	Gap	155	F
C.D.H.R. André Marty	Toulouse	50	F
D.J.C.	Tricot	50	F
Anonyme	Aix	100	F
C. D. H. R. Monmousseau	Aix	50	F
	Salon de Provence	50	F
C.D.H.R.		10	F
1 sympathisant	Nantes	20	F
Des lycéens	Decazeville	22	F
C.D.H.R.	Versailles Sud	20	F
C.D.H.R.		5,90	F
1 ouvrier espagnol			
Des résistants du 11 ^e (Janvier)	Paris	25	F
C.D.H.R.	Le Mans	14	F
C.D.H.R.	Vannes	138	F
C.D.H.R.	Montpellier	50,60	F
1 militante étudiante	Villeurbanne	20	F
C.D.H.R. Ho Chi Minh	Toulouse	12	F
C.D.H.R. Orléans ville	Orléans	160	F
C.D.H.R.	Tours	42	F
C.D.H.R.	Nîmes	50	F
C.D.H.R.	Paris-19 ^e	47	F
C.D.H.R.	Strasbourg	105	F
C.D.H.R. (Janvier)	Montreuil	50	F
	Issy-les-Moulineaux	100	F
C.D.H.R.	Paris-Brune	350	F
C.D.H.R. Assas	Paris	40	F
C.D.H.R. Blanqui	Paris-13 ^e	50	F
1 vieux travailleur	Paris-13 ^e	8	F
Collecte lors d'une réunion d'amitiés Franco-Albanaise	Noisy-le-Sec	55	F
Total général		99 904,90	F

LISEZ, ÉTUDIEZ
"La pensée-maotsétoung, arme invincible"

0,70 F

— A la librairie « Le Phénix », 72, bd Sébastopol, Paris (2^e) ;— Au siège des « Amitiés Franco-Chinoises », 32, rue M.-Ripoche, Paris (14^e), (dépositaire également du mensuel « Aujourd'hui la Chine »), 1 F.

DERNIERE MINUTE

Luttes étudiantes

Pour faire le bilan et coordonner les luttes actuelles du mouvement étudiant, se sont tenues à Lyon, le 1 et 8 février, des assises régionales. Étaient présents : Aix, Grenoble, Lyon, Montpellier et Nice.

Ils ont adopté la plateforme suivante :

- abolition du décret Guichard,
- lutte contre la sélection,

— titularisation des maîtres auxiliaires,

— suppression des concours CAPES et AGREG.

Afin de développer et coordonner le mouvement, se tiendront à Lyon (I.N.S.A., bâtiment « humanités » - 14 h - 15 février) des assises nationales.

Lisez, commandez à H.R. la « Plateforme des Marxistes-Léninistes sur le front étudiant ».

0,50 F - 0,90 F contre envoi.

ÉDITORIAL**SEIZE MINEURS ASSASSINÉS par le CAPITAL**

Salués par la grève de leurs soixante dix mille camarades mineurs, les seize morts de Fouquières ont été portés en terre. Ils laissent trente-sept orphelins. Douze autres de leurs compagnons, brûlés par la même explosion, souffrent dans les hôpitaux. Nouveaux noms qui s'ajoutent à la liste innombrable des victimes des catastrophes minières : les gros titres des journaux ne manquent pas d'accuser le grisou, le gaz des mines qui s'enflamme et tue. Est-ce vraiment le grisou qui tue ? Est-ce la balle ou le tireur qui tue ? S'en prendre aux choses évite de mettre en cause des hommes ou les institutions humaines. S'il existe des dangers objectifs, il y a aussi des moyens de s'en prémunir ; il y a des règlements de sécurité, il y a des instruments de sécurité. Est-il exact que ces règlements interdisent qu'on descende des hommes au fond de la mine si les ventilateurs sont arrêtés, interdisent qu'on descende des hommes même lorsque les ventilateurs ont été remis en marche, tant qu'ils n'auront pas fonctionné assez longtemps pour renouveler l'atmosphère ? Si ces consignes n'avaient pas été respectées à Fouquières, faudrait-il incriminer le grisou ou le refus d'arrêter un moment l'exploitation, la peur de perdre de l'argent, la recherche du rendement et du profit à tout prix ? Le progrès technique joue surtout dans le sens d'une exploitation plus rigoureuse du travailleur, mais il pourrait aussi servir à la sécurité du travailleur. M. Mayer, le chef du siège des puits 3 et 6 de Fouquières, doit devant l'évidence, admettre que la concentration en méthane était avant l'accident de loin supérieure à la côte d'alerte, mais il ajoute qu'il n'a pas été possible de détecter le phénomène. Pourquoi ? Il existe maintenant des appareils électroniques qui permettent de détecter immédiatement les concentrations anormales des gaz. Mais ces appareils coûtent cher sans doute et, comme on a prévu de cesser l'exploitation de la zone de Courtière au plus tard en 1983, on n'a pas jugé bon de l'en doter : là encore la recherche du profit passe avant la sécurité. Quand la catastrophe arriva, est-il exact aussi que la direction ne jugea pas bon d'arrêter immédiatement la remontée du charbon et qu'il fallut que ce soient les rescapés eux-mêmes qui aillent à la fois prévenir leurs camarades du danger couru et leur demander secours ? La direction d'une entreprise, fut-elle nationalisée, n'a pas reçu d'autre tâche que de veiller au rendement.

Qu'on aille donc pas accuser la fatalité, car l'homme a les moyens de maîtriser à son profit les forces de la nature et d'en conjurer les périls. Qu'on ne voie pas dans ce drame un « fait divers » banal, comme ose le faire l'Humanité-Dimanche (n° 258, p. 6). Un tel fait, en vérité dénonce les principes fondamentaux du régime d'exploitation auquel nous sommes soumis. Qu'on parle encore moins de négligence ou d'accident : il n'y a pas oublié, mais calcul volontaire et constamment répété.

Seize morts groupées obligent à rompre le silence ; elles ne doivent pas faire oublier les morts isolées qui se produisent sans cesse, elles doivent au contraire faire prendre conscience que la mine tue presque quotidiennement : elle a tué trente fois depuis le premier décembre.

L'exploitation capitaliste des mines tue entre 55 et 90 mineurs par an ; « quel progrès dû à la technique, il y a 20 ans, c'est 120 mineurs que tuait la mine en moyenne ! », clame la presse vendue (« Le Monde » du 6-2-70).

Ce qu'on oublie de dire la presse, c'est que depuis 20 ans, le nombre des mineurs a diminué passant de 186 000 en 1947 à 81 000 en 1968. En fait, il y a proportionnellement plus de mineurs tués aujourd'hui qu'il y a vingt ans ! Car la diminution du nombre des mineurs s'est accompagnée d'une augmentation fantastique du « rendement » ; par exemple, pour aller plus vite, on étaye à la hâte les galeries et les éboulements mortels se multiplient.

Les morts brutales dues aux prétendus accidents ne doivent pas non plus cacher les formes lentes de la mort telles que la silice qui se fixe dans les poumons du mineur, font de lui un vieillard à quarante ans, abrègent d'autant sa vie, pas plus qu'elles ne doivent masquer le labeur épuisant, les salaires médiocres, l'habitat misérable. La mort et la misère n'ont rien d'accidentel, elles appartiennent à la logique du système. Elles sont la conséquence d'une économie fondée sur la recherche du profit maximum par l'exploitation de l'homme. Tout s'y traduit par une valeur en argent, y compris la vie des hommes, mais celle-ci est cotée fort bas. Et si des frais d'enterrement, même avec déplacement ministériel, reviennent moins cher que la mise en place d'un équipement de sécurité, la société capitaliste ne se posera même pas la question du choix. Ce que l'évènement montre

avec une évidence particulière aujourd'hui à propos des mineurs est fondamentalement vrai pour tous les travailleurs en régime capitaliste : ce n'est pas le grisou, mais le capitalisme qui tue.

Il est des hommages aux morts qui sont des insultes : celui par exemple, du patron à l'ouvrier victime de son exploitation. Les mines sont nationalisées, l'Etat est le patron, un membre du gouvernement a osé se rendre à Fouquières, il porte le titre de Ministre du Développement Industriel : c'est précisément au nom du « développement industriel » planifié que l'Etat prévoit, d'ici 1983, la fermeture des houillères du Pas-de-Calais et du Nord, et exige, en attendant, le plus haut rendement possible et on refuse à celles-ci un équipement qui ne serait pas amorti. Vaut-elle beaucoup mieux, la désinvolture d'un parti qui avait pour vocation de mener les luttes ouvrières, qui tenait au moment même du drame, son congrès et qui n'a su qu'envoyer un bref message de condoléances tandis qu'on entendait à la tribune du congrès des propos de ce genre : « parce que la nationalisation Renault est la démonstration de l'efficacité technique et économique... la nationalisation opposerait une digue à leur malfaisance » (des monopoles) ? C'est précisément au nom de « l'efficacité technique et économique » devenue soudainement chère au P.«C.»F. que les houillères nationalisées ont tuées les mineurs de Fouquières.

Samedi, jour des obsèques, la bourgeoisie a dépêché ses ministres, ses évêques ; elle a aussi envoyé des milliers de flics pour barrer toutes les routes menant à Fouquières et arrêter toute personne désirant s'y rendre. Il y eut samedi, autour de Fouquières, des centaines d'arrestations, car la bourgeoisie a peur de la colère qui monte des mines et elle a tout fait samedi pour empêcher qu'elle n'explode.

Nous nous associons, pour notre part à la douleur de nos camarades mineurs ; nous savons que cette douleur est avant tout haine, et cette haine est nôtre, nous savons qu'il n'est qu'une seule attitude prolétarienne devant la mort des siens : la détermination de les venger. Tôt ou tard, les masses sauront châtier les assassins et leurs complices.

A BAS LE CAPITALISME ASSASSIN !

VIVE LA REVOLUTION !

Citation du Président Mao Tsé-toung

Les masses nourrissent un enthousiasme débordant pour le socialisme. Ceux qui, en période révolutionnaire, ne savent qu'emprunter la voie routinière sont absolument incapables de discerner cet enthousiasme. Ce sont des aveugles ; ils voient tout en noir. Parfois, ils vont jusqu'à renverser les faits et à faire passer le blanc pour le noir. N'avons-nous pas suffisamment vu de ces gens-là ? Ceux qui ne savent que suivre les chemins battus sous-estiment toujours l'enthousiasme du peuple. Quand une chose nouvelle apparaît, ils ne l'approuvent jamais, d'emblée ils s'y opposent. Puis, ils reconnaissent leur tort et font quelque autocritique. Mais par la suite, en présence d'une autre chose nouvelle, ils se comportent de la même manière en reprenant ces deux attitudes. C'est de cette façon qu'ils réagissent devant toute chose nouvelle. Ces gens-là sont toujours dans un état de passivité. Ils n'avancent jamais dans les moments décisifs. Ils ont toujours besoin qu'on leur donne un grand coup dans le dos pour qu'ils fassent un pas en avant.



FRONT OUVRIER

Licenciements à S.N.V. (Nantes)

10 travailleurs et travailleuses ayant pour la plupart des familles à charge viennent d'être licenciés par la direction des établissements de la S.N.V., route de Paris à Nantes.

Pourquoi un tel renvoi ? Selon le directeur, cela est dû à la dévaluation du franc, à la réévaluation du Mark, au stockage des produits finis et aussi à un manque de productivité, en conséquence, il ne serait pas en mesure d'assurer nos maigres salaires... ?

Le système capitaliste hideux condamne l'ouvrier à subir dans sa chair et en son esprit les mauvaises gestions des patrons.

Dans l'unique but de sauvegarder son profit, il n'a pas hésité un seul instant à nous allonger sur la liste des indésirables après avoir choisi nos noms avec le délégué de la C.G.T., la veille dans son bureau. Cela explique que ce dernier refuse de prendre

ses responsabilités et trouve les renvois justifiés.

En outre, nous savons que ce délégué perçoit un salaire élevé avec un poste agréable et qu'il est manié par les défaitistes de la « bourse C.G.T. », qui ont renoncé depuis longtemps à la lutte des classes pour collaborer avec le C.N.P.F. à l'exploitation des travailleurs.

Que vont devenir nos camarades ? leurs enfants ?

Actuellement, le chômage sévit à travers notre région et nous nous attendons les subsides de l'A.S.S.E. D.I.C. = en gros 7,50 F par jour pour une famille de 4 personnes.

Camarades, une seule réponse à tous nos problèmes : Unité de la classe ouvrière pour faire échec à l'exploitation capitaliste et leurs alliés dont les responsables C.G.T. sont un exemple.

DIJON (cheminots)

Un amalgame trop facile...

Lors de la grève des roulants, en septembre 1969, Dijon fut un des centres où les révisionnistes dirigeants de la fédération C.G.T. et leurs complices F.G.A.A.C. et C.F.D.T. furent un moment mis en échec. En effet plus de 60 % des roulants Dijonnais manifestèrent leur hostilité à la reprise du travail sur la base de la capitulation consentie par les bonzes. Les chefs révisionnistes locaux, le triste *Longet* à leur tête, durent se démenner comme de beaux diables pour obliger les roulants Dijonnais à reprendre le boulot, la rage au cœur.

Cette nouvelle trahison fut dénoncée par tracts, par les militants marxistes-léninistes dijonnais, ce qui accrut la rage des bonzes. Ceux-ci n'allaient pas tarder à « riposter ». Une affichette rouge de la Fédération C.G.T., placardée dans tous les dépôts dès la mi-octobre dénonçait en termes violents, « les gauchistes donneurs de leçons et briseurs de grève », citant à l'appui de leurs dires, le cas d'un étudiant « ultra-révolutionnaire » (sic) dont ils donnaient le nom, et qui selon eux, avait fait le jaune pendant la grève. Passant à la généralisation, la Fédération C.G.T. terminait avec les insultes rituelles à l'égard des étudiants révolutionnaires.

En fait d'ultra-révolutionnaire il appartenait à l'époque à « l'Alliance des jeunes pour le socialisme » (A.J.S.) groupe trotskyste ultra-droitier.

Rien de commun, par conséquent avec les révolutionnaires authentiques. Ceux-ci savent, en particulier dans les Facultés, ce que groupe agit en collusion constante avec précisément, les révisionnistes de l'U.N.E.F.-Renouveau (U.E. « C »). A telle enseigne que, quand l'un d'entre eux veut prendre la parole, il est souvent ac-

cueilli aux cris de « U.E. « C » - A.J.S. », scandés ironiquement par les étudiants révolutionnaires.

Qu'un membre d'un tel groupe ait « fait le jaune », c'est donc bien possible. Mais les cheminots dijonnais (et les autres aussi) savent désormais à quoi s'en tenir sur les imprécations anti-« gauchistes » de la Fédération C.G.T. Obéissant à la baguette de ses maîtres en scélératesse Marchais, Séguy et consorts, elle a amalgamé pour les besoins de sa mauvaise cause, les révolutionnaires authentiques avec les éléments provocateurs et anticommunistes qui sont habituellement ses alliés objectifs.

° Mais ceci dit, les dirigeants révisionnistes de la fédération des cheminots, qui ont édité des dizaines de milliers d'affichettes pour utiliser le cas de ce trotskyste en vue de dresser les cheminots contre les étudiants, continuent de se vautrer dans le plus plat opportunisme à l'égard des cadres non-grévistes, qui jouent sans inquiétude leur rôle répressif habituel, et savourent ensuite les fruits « hiérarchisés » des luttes des gars du tas.

Les cheminots voient tout cela, et ils jugent. Leur sévérité à l'égard des rarissimes étudiants qui se sont fait parfois briseurs de grève ne leur fait pas perdre de vue que les Fédérations Syndicales, C.G.T. en tête, ne sont que miel et sucre à l'égard de ceux qui sont surpayés pour leur faire suer le burnous.

Et ils savent qu'en définitive, les plus grands briseurs de grève (et celle des roulants n'a pas fait exception) sont les dirigeants révisionnistes et réformistes fédéraux qui ont une fois de plus, bradé leur lutte pour des miettes...

Et qui les braderont encore, si les cheminots eux-mêmes n'y mettent bon ordre.

ACCORD DE COLLABORATION DE CLASSE ENTRE LA C.G.T. ET LE LOUEUR D'HOMMES MANPOWER

Le 9 octobre 1969, la Société Américaine de Personnel Temporaire, Manpower et un certain syndicat C.G.T. des travailleurs temporaires ont signé un accord officialisant le « travail temporaire ».

Avant même d'examiner plus en détail le contenu dudit accord, il convient d'analyser brièvement la nature de l'entreprise Manpower et la représentativité réelle du « syndicat C.G.T. des travailleurs et employés temporaires ».

En ce qui concerne l'entreprise Manpower, « liaisons sociales » (n° 3.551), nous révèle que Manpower-France est la filiale du Groupe Américain Manpower-Inc., dont les actions sont cotées à Wall-Street.

La même revue précise que le personnel permanent est composé de 300 personnes (en majorité des cadres) et que bon an mal an 30.000 travailleurs sont utilisés au mieux des intérêts des entreprises capitalistes, au cours « de missions » à durée déterminée. Le processus est connu :

Des travailleurs au chômage, sans ressources, sont placés devant le chantage suivant : Signer un contrat « en blanc » à l'entreprise « de louage », renoncer à ses droits les plus élémentaires ou crever de faim.

Dans leur bon sens naturel, les travailleurs qualifient ces entreprises « de négriers modernes ».

— Voyons l'autre signataire, la C.G.T. : l'on peut affirmer que ce personnel « volant » changeant fréquemment de « mission » est peu ou pas syndiqué ; à l'exception de la grande vague révolutionnaire aucune lutte revendicative, la propagande de la C.G.T. en direction de cette catégorie de travailleurs est inexistante.

Cette pseudo organisation syndicale ne peut se prévaloir d'aucune représentativité auprès des travailleurs concernés : peu ou pas d'adhérents, pas de congrès constitutif, aucun élu, pas d'assemblées de personnel, aucune action revendicative. Le fait qu'une organisation s'intitule « syndicat C.G.T. du personnel et employés temporaires » ait pu signer un accord au nom de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs relève de l'imposture pure et simple.

En fait cet accord rend un immense service au Patronat en officialisant une forme d'exploitation que le gouvernement capitaliste incarné par l'équipe gaulliste, préférerait tolérer plutôt que de le légaliser.

Le Préambule proclame : « Le travail temporaire répond à un besoin limité mais certain de la société contemporaine. » Sic.

Que le travail temporaire corresponde aux intérêts du capital... nul ne le nie, mais qu'une organisation se réclamant du syndicalisme de lutte de classes, confonde les intérêts des exploités et des exploités, au nom d'une société contemporaine... Il faut le lire pour le croire.

— Point de vue syndical : Le syndicat C.G.T. aux effectifs inexistantes (parmi cette catégorie de travailleurs) et qui ne peut se prévaloir d'une seule action revendicative, se voit généreusement attribuer un crédit de 300 heures par mois (Art. 13) et un bureau meublé équipé du téléphone (dans la ville de Paris). Les révisionnistes pourront ainsi « caser » deux permanents supplémentaires.

D'ailleurs on voit mal comment ces deux bonzes pourraient depuis Paris, sinon impulser des luttes, mais au moins faire respecter la législation sociale dans des villes comme Bordeaux, Lyon, Marseille, etc., mais de toutes façons l'intérêt des travailleurs concernés semble être le moindre souci des bonzes révisionnistes, assurés eux, d'un emploi stable et permanent (sur le dos des travailleurs).

L'article 17 stipule que l'organisation signataire (la C.G.T.) discutera avec la direction de l'application de l'ordonnance du 17-8-67, concernant « la participation des travailleurs aux fruits de l'expansion ».

La durée des missions étant au minimum de 93 heures et au maximum de 168 heures (page 2 de liaisons sociales), l'on discerne mal quels avantages les travailleurs temporaires pourraient obtenir de cet accord de collaboration de classes.

En ce qui concerne les délégués du personnel et du C.E. Le rôle de traitres et d'imposteurs des dirigeants C.G.T. apparaît encore plus clairement :

Pratiquement les 300 permanents (en majorité des cadres) seront seuls électeurs et éligibles et leurs décisions valables pour les 30.000 temporaires.

Tout un programme ! au terme du nouvel accord les permanents seront baptisés : « Collaborateurs » (page 7 de liaisons sociales, n° 3.551).

Quant aux avantages rien ou presque rien :

— A qualification égale prime de 7 % (Art. 20), promesse illusoire vu le méandre des classifications. Ex. Un O.P. 1 sera embauché comme O.S. 2 ou O.S. 1 et le tour sera joué.

— L'indemnité de congé payé sera de 9 % du salaire brut (Art. 19), ce qui, théoriquement accorde aux travailleurs intéressés la 5^e semaine de congés payés, mais cet avantage est vite épongé, car dans l'année seuls deux jours fériés sont payés (Art. 23) et les employeurs sont quittes pour les primes habituellement payées aux travailleurs : Primes d'ancienneté, de transport, de fin d'année et de vacance. Bonne affaire pour les patrons !

— Autre mesquinerie : Le personnel permanent percevra une indemnité de restaurant de 3 francs par jour (Art. 30 de l'Avenant collaborateur), les temporaires seront privés de ce maigre avantage, et n'auront même pas à leur disposition un réfectoire pourtant prévu au code du travail.

— Et pour couronner le tout : Le même article 19 dudit accord stipule qu'il appartient à l'entreprise et à la seule entreprise de fixer la durée du contrat de travail... Sans commentaires !

CONCLUSIONS : « Cet accord » est un véritable coup de poignard dans le dos des travailleurs inscrits au chômage, car cette forme d'exploitation ainsi légalisée, le chômeur ne pourra plus refuser un emploi temporaire sous peine de se voir supprimer les allocations de chômage et d'A.S.S.E.D.I.C., et ne pourra plus exiger un emploi stable avec le minimum de garanties.

Cet accord coupe un peu plus les révisionnistes d'avec les masses laborieuses les plus exploitées.

Les chômeurs, les travailleurs qui luttent contre les licenciements jugeront comme il se doit cette infâme trahison.

Les travailleurs doivent rejeter ces fantômes embourgeoisés qui osent parler en leurs noms.

Créons nos propres organisations de lutte de classes :

— Contre les loueurs d'hommes ;

— Contre leurs complices révisionnistes.

Vive l'Unité à la base et dans l'action.

Créons partout des comités de base.

Signé :

Un lecteur de H.R.
Militant syndicaliste
Employé Sécurité sociale

A Marseille : contre les expulsions

La population du parc Kalliste s'unit à la base et dans l'action !

Le Parc Kalliste est un ensemble locatif d'environ 1.500 logements dans le quartier populaire de Notre-Dame Limite à Marseille, il comprend 2 tranches : le Parc Kallisté proprement dit et le Parc La Granière. Il appartient à la « Société Anonyme Immobilière du Parc Kallisté » que l'on dit être la propriété de la Banque Rothchild (à moins que ce soit une autre banque !).

Cet ensemble aux loyers relativement élevés (le F4 par exemple dépasse 400 F à La Granière, charges comprises) se trouve isolé tout au nord de Marseille. Pour s'y rendre : un bus de temps en temps (toutes les 1 h 30 !) et encore à tarif spé-

et, si nécessaire, feront l'objet d'une « saisie-gagerie » mobilière indépendamment de toutes actions en résiliation du bail conformément à l'article 7 » (ce qui signifie l'expulsion possible à partir du 15 mars).

C'en est trop ! Quelques locataires se retrouvent et tirent un tract qu'ils distribuent dans le seul Parc Kallisté (1^{re} tranche) : « HALTE AUX MENACES D'EXPULSION A KALLISTE ! »

En novembre nous avons tous reçus une lettre : Payez votre retard... » menace de saisie et d'expulsion si au 1^{er} février on n'a pas tout payé.

argent que nous donnons à la Sté Immobilière. Et pourquoi payer 1 mois à l'avance ? au boulot, notre patron nous paye en fin de mois.

CELA NE PEUT DURER

Quand nous avons signé le bail nous étions seuls en face du gérant et il était urgent pour nous d'avoir un logement.

Aujourd'hui c'est bien différent. Nous avons tous reçu la même lettre : nous avons la possibilité d'être ensemble pour y faire face. Nous pouvons faire reculer le gérant.

Pour cela : organisons-nous.

Ils terminent en appelant les locataires à une réunion vendredi 30 janvier. Eux-mêmes ne croient qu'à moitié à la réussite de leur action : « nous serons bien 4 ou 5, 10 serait très bien ». C'est 30 qu'ils se retrouvent, heureux de se rencontrer pour la première fois, de voir qu'on n'est pas seul à penser la même chose, qu'on a des voisins qu'on ne connaissait pas, et qu'on est tous d'accord : « on en a marre », « il faut agir », « A l'action tout de suite ».

Et tout de suite on décide d'une manifestation pour le lundi soir 2 février devant le siège de la Société Immobilière. Pour en assurer le succès on se répartit les blocs, samedi et dimanche presque tous les appartements seront visités au porte à porte, on distribue des tracts où cela n'avait pas été fait, on colle des affichettes dans les cages d'escaliers. Au porte à porte, on discute, on trouve de nouveaux sujets de mécontentement, on trouve 5 familles menacées d'expulsion dont une mère de famille seule avec plusieurs enfants.

Lundi bien avant l'heure de la manifestation, la police (que le gérant avait probablement appelé avant de partir) est en place (un car et de nombreux « civils »). C'est

clair pour tout le monde, dans tous les esprits, la liaison société anonyme — état bourgeois — appareil répressif est déjà faite.

A 19 h c'est plus de 100 personnes travailleurs français, travailleurs immigrés, hommes et femmes tous unis qui se rassemblent.

Les principaux orateurs dénoncent la société immobilière, expliquent que l'ennemi véritable, derrière le gérant c'est la société anonyme, c'est-à-dire les banques, c'est-à-dire le pouvoir, qu'il ne faut pas trop espérer dans une action devant les tribunaux, parce que la loi ce n'est pas nous qui la faisons, mais ce sont eux les spéculateurs, les profiteurs, les patrons et que cette loi ils l'appliquent quand bon leur semble, et seulement contre les travailleurs, au travail comme dans leurs cités. Ce qui compte c'est notre unité, c'est notre détermination, c'est le rapport de force.

Ce qui nous faut donc ce n'est pas un comité « bidon », qui passe son temps en démarches, ce qui nous faut c'est la lutte, c'est l'action ! On sent très bien que ce soir on vient de remporter une première victoire. On le dit, on prend la ferme résolution « il n'y aura pas d'expulsion à Kallisté », « le jour de l'expulsion nous serons plus nombreux encore ». Maintenant c'est fini, la Société et son gérant ne régneront plus en maîtres : nous aurons notre club de jeunes, nous aurons notre crèche !

Avant de partir enfin, on se réunit par bloc d'habitation, on commence à discuter par petits groupes de ce qu'il faudrait faire, on parle de se structurer par bloc, par cage d'escalier même, on échange les adresses.

Vendredi 6 février une nouvelle assemblée générale. La lutte continue, elle ne fait que commencer. Nous vous tiendrons au courant.

(Correspondant H.R.)

(1) Beaucoup plus avec la 2^e tranche.

EXPULSER PAR LA FORCE DES FAMILLES DE TRAVAILLEURS D'UN TONNEAU A UN AUTRE !! DRÔLE DE RELOGEMENT !!

COMITÉ DE DÉFENSE HUMANITÉ ROUGE, LA CAYOLLE.



PLUS DE TONNEAUX! DES LOGEMENTS !!

cial (plus cher), pas de crèche, pas de centre social, pas de poste, pas même un téléphone public ! et bien entendu pas de club de jeunes, ceux-ci sont condamnés à traîner entre les blocs, toutes les déprédations, tous les vols sont mis sur leur dos, les flics en profitent pour les ramasser régulièrement. Enfin... rien ce ce qui avait été promis au moment de la signature du bail.

Et ceci depuis 3 ans, avec une augmentation du loyer de temps en temps. Jusqu'ici les habitants subissaient toutes les augmentations, sans réaction collective, simplement quelques engueulades individuelles avec le gérant, chef des chiens de garde de la Société. Mais fin 1969, le climat change, avec la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, de nombreux locataires n'arrivent plus à payer régulièrement leur loyer. Alors la Société menace dans une circulaire distribuée dans toutes les boîtes aux lettres :

« A partir du 1-2-70 les retardataires recevront un commandement

CELA POSE QUELQUES QUESTIONS :

- A qui appartiennent nos logements ?
- A la banque Rothchild.
- Mais avec quel argent ont-ils été construits ?
- En partie avec des subventions de l'Etat (Crédit Foncier = argent des contribuables).
- Et par qui ont-ils été construits ?
- Par des ouvriers du bâtiment exploités (immigrés).

De plus ils rapportent à la Sté Anonyme Immobilière environ 360 millions (1) d'anciens francs par an. Il faut aussi compter les 2 mois de caution (— 60 millions d'anciens francs) qu'on a versé en entrant et qu'on ne nous rend jamais.

Où est le Club des jeunes ? la crèche ? Rien. Même pas un lieu de réunion !

Qu'est-ce donc 2 mois de retard qu'on peut avoir à côté de tout cet

Après la grève de S.I.C.M.A. (Issoudun)

Voici le bilan d'une grève qui a eu lieu à la S.I.C.M.A. (Issoudun) (une des boîtes où nous vendons « H.R. »). Cette usine de Mécanique générale et aéronautique compte environ 280 ouvriers. Il n'y a qu'un syndicat, la C.G.T. regroupant 110 à 120 travailleurs.

Le mardi 20 janvier, l'atelier de chaudronnerie au complet (25 ouvriers) se mettait en grève pour s'opposer à une accélération des cadences que voulait leur imposer le patron, accélération due à un chef d'équipe véritable garde chiourme. Avec des camarades de l'usine, le C.D.H.R. popularise la grève par des affiches sur les autres usines de la ville et une collecte fut organisée à l'hôpital avec les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. malgré une réflexion de cette dernière : « Si on commence avec les gars de la S.I.C.M.A., il faudra faire quelque chose chaque fois qu'il y aura une grève » !

Une collecte avait déjà été faite auprès des gars des autres ateliers de l'usine.

Mardi 27, alors que le patron sem-

blait sur le point de lâcher, l'opposition du directeur remît tout en question. La perte de salaire commençait à compter mais les camarades en grève restèrent sur leurs positions et la grève continua dans l'unité. Elle se termina jeudi 29 au soir par la victoire.

Si les délégués C.G.T. de la S.I.C.M.A. ont lutté pied à pied contre la direction, il n'en est pas de même de l'U.L. qui n'a rien fait pour la popularisation de la grève alors qu'elle avait la possibilité de faire des tracts et de les diffuser sur le marché du samedi par exemple.

Le soutien effectif des militants M.L. (qui ont agi sans imposer « leur bannière ») a prouvé aux travailleurs de la S.I.C.M.A. que contrairement à ce que le P.« C »F. local veut leur faire croire, le « trouble et la dégradation d'édifices publics » n'est pas notre seule activité.

A noter encore que pour rattraper le retard de production, le patron a demandé aux gars de travailler samedi. Pas un n'a accepté.

DEVONS-NOUS CRÉER UN NOUVEAU SYNDICAT RÉVOLUTIONNAIRE ?

Un de nos lecteurs, responsable CGT dont nous voulons respecter l'anonymat, dans une lettre, soulève un certain nombre de problèmes qui touchent de plus

en plus les travailleurs. Voici ce qu'il nous écrit en nous demandant notre avis :

«... Sans avoir la prétention de vous apprendre quoi que ce soit, je pense que la *dégénérescence de permanents syndicaux* vient dans la plupart des cas du fait que ceux-ci, par leur position, sont isolés des masses. En effet, le patronat et le gouvernement, dans le but d'intégrer le syndicalisme, offre aux responsables une multitude d'avantages par rapport aux autres travailleurs : gestion de comités d'entreprise, heures payées, travail régulier et intéressant. Dans les entreprises nationalisées, les délégués du personnel sont payés toute la journée pour faire leur travail, au niveau local, départemental, national, les syndicats ont une véritable armée de permanents qui vivent de cotisations. Ceux-ci acceptent et recherchent même des soutiens publicitaires émanant des pires sociétés réactionnaires : exemple « LA VIE OUVRIÈRE ». Sur le plan politique, les partis se réclamant de la classe ouvrière opèrent de la même façon, voir l'HUMANITÉ DIMANCHE.

Ces constatations amènent tout naturellement les travailleurs à se poser des questions sur les véritables intentions des syndicats et des partis, au-delà de leur propagande officielle, qui d'ailleurs contraste de plus en plus avec les actions qui suivent et qui n'amènent rien de positif, en ce qui concerne la satisfaction des revendications légitimes des travailleurs. Les ouvriers constatent également que les travailleurs délégués très combattifs et anciens à la base, changent très rapidement quand ils deviennent permanents. Tous ces faits conduisent les ouvriers à remettre en cause l'organisation même des syndicats plus encore que les hommes. Ils pensent, par exemple, qu'il serait bénéfique que les permanents soient remplacés tous les 3 ans, prétextant que les rapports de force jouant en faveur

des patrons dans notre régime, le militant ouvrier isolé des conditions de travail de ceux qu'il prétend défendre, se laisse entraîner peu à peu au réformisme pour sauvegarder ses avantages acquis.

De très nombreux ouvriers et moi-même sommes dégoûtés par tous les subterfuges syndicaux et en arrivent à ne plus avoir confiance en personne. Les travailleurs ont besoin d'actes et non de paroles. Vos comités de base pourraient apporter provisoirement une solution à ces problèmes, mais vous admettez que sans la création d'un syndicat révolutionnaire, la classe ouvrière ne parviendra pas à se libérer du joug capitaliste.

Pour toutes ces raisons je voudrais, avant de prendre contact avec vous, obtenir quelques précisions :

— Avez-vous l'intention de créer ce syndicat ?

— Les dirigeants seront-ils permanents à vie ?

— Seront-ils remplacés par roulement ?

— Accepterez-vous que les permanents soient payés par le patron ?

— Accepterez-vous de siéger au comité d'entreprise ?

— Avec des délégués permanents à vie ou par roulement ?

— Votre syndicat défendra-t-il en priorité les couches les plus défavorisées, celles qui produisent la plus-value ?

— Votre syndicat luttera-t-il pour la disparition du patronat et du salariat par la force armée le cas échéant ?

Même si ces questions vous paraissent banales, pour les travailleurs trompés, elles sont essentielles...

PREMIERE REPONSE : si l'Humanité Rouge existe aujourd'hui, c'est parce que certains travailleurs, depuis plusieurs années, se sont déjà posés ces questions et y ont partiellement répondu. En fin de compte, la réponse définitive ce sera la classe ouvrière qui la donnera dans son ensemble. Seule notre propre expérience nous permet, pour l'instant, d'avancer des solutions et nous place à l'avant-garde. Mais nous n'avons pas de solutions toutes prêtes et toutes faites que l'on sortirait d'une boîte à malice.

Notre lecteur a bien senti le problème et a touché du doigt les plaies gangrenées du mouvement ouvrier. Mais s'il a bien analysé les symptômes de la maladie, il n'a pas désigné exactement la cause qui est la clef véritable du remède.

Ce camarade met en cause l'organisation. Mais cela n'est qu'un symptôme supplémentaire qui traduit la maladie.

La vraie cause de la maladie, c'est le problème politique.

C'est vrai que la C.G.T. était la courroie de transmission du P.C.F., et elle l'est encore. La courroie n'est pas cassée, elle tourne. Mais le moteur qui l'anime est complètement dégingué. Le P.C.F. est pourri. Il a renoncé à la prise du pouvoir. Il a choisi « la démocratie avancée » par le passage pacifique, par la voie électorale (50 % des électeurs plus 1), par l'alliance avec les pires ennemis de la classe ouvrière (les sociaux démocrates et réformistes de tous bords) ; il a choisi l'intégration dans l'Etat bourgeois. Il a renoncé à la révolution en s'alignant sur les théories krouchtchéviennes, en sommant dans le révisionnisme (révisionnisme signifie réviser la théorie du marxisme-léninisme) en renonçant aux enseignements révolutionnaires de Marx, Engels, Lénine, Staline, repris, développés par Mao-Tsé-Toung.

TRIBUNE DE DISCUSSION

Les dirigeants du P.C.F., en imposant cette nouvelle ligne (née d'un opportunisme droitier ancien de M. THOREZ) ont transmis la vérole révisionniste à la C.G.T. par la courroie de transmission personnalisée par Séguy, Frachon, Krasucky, Frischmann (membres du B.P. du P.C.F.) dirigeants de la C.G.T. et tous les autres jusqu'au plus petit syndicat (où les militants du P.C.F. n'ont pu voir le glissement graduel s'effectuer sous leurs yeux aveugles vers le révisionnisme).

Ayant trahi la ligne politique, il était ensuite facile pour ces messieurs de corrompre l'appareil politique et syndical. Cela ne s'est pas fait en un jour, mais progressivement et pas sans résistance. Il serait intéressant de faire le compte de tous les militants politiques et syndicaux qui ont été vidés et salis depuis 20 ans.

Profitant de cette aubaine, le pouvoir bourgeois et le patronat ont précipité le processus de corruption par ce qu'indique notre lecteur :

« Multitude d'avantages par rapport aux autres travailleurs... ». Ex : La S.N.C.F. attribue 792 794 heures payées aux organisations syndicales à partir du 1 janvier 1970, dont 262 624 pour la C.G.T. A au moins 2 000 AF de l'heure, cela représente 525 248 000 AF par an ou 1 050 496 timbres syndicaux à 5 F, soit l'équivalent de 150 049 adhérents à la C.G.T. des cheminots. Comme les adhérents C.G.T. cheminots sont loin d'être 105 000, disons que c'est la S.N.C.F. patronale et monopoliste qui est la mieux représentée à la direction de la C.G.T..

S'y ajoutent les subventions nationales camouflées sous la forme de publicité et... Rien d'étonnant si les travailleurs désertent les syndicats.

« Le milieu créant la conscience » (Marx) il est inévitable que les permanents dégénèrent vite comme le constate notre lecteur.

Mais celui-ci dit que les ouvriers remettent en cause plus l'organisation que les hommes. C'est faux. En réalité, la politique erronée a pourri les hommes qui ensuite ont pourri l'organisation. Une politique juste engendre des hommes révolutionnaires qui créent des organisations révolutionnaires. Les organisations sont, comme les outils, ce que les hommes en font. Etre permanent toute sa vie ne veut rien dire. On peut rester révolutionnaire jusqu'à sa mort ; ex : P. SEMARD, fusillé par les nazis, ex : Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao, restés révolutionnaires jusqu'au bout car ayant une ligne politique juste.

Donc, la solution actuelle au problème actuel ressentit de plus en plus par la masse des ouvriers c'est d'abord une organisation politique d'avant-garde,

un parti marxiste-léniniste, que tous les ouvriers conscients et qui ont compris doivent rejoindre d'urgence.

Ensuite, il faut réorganiser la classe ouvrière sur le plan des masses. Le syndicat révolutionnaire, nécessité historique au même titre que l'avant-garde politique ne peut pas être cette avant-garde politique. Il doit avoir pour but d'arracher la classe ouvrière à l'influence révisionniste et réformiste pour engager le grand combat contre le pouvoir des monopoles et le patronat.

Les comités de base sont une étape transitoire (c'est à ce niveau que s'effectue, dans la pratique, la prise de conscience de la trahison et de la nécessité de s'organiser sous des formes nouvelles) réalisant la démocratie ouvrière la plus large :

— Assemblée générale des travailleurs d'une même entreprise, organisés ou inorganisés (UNITE TOTALE) pour définir :

- les revendications,
- les moyens de les faire aboutir,
- les formes de luttes.

— Libre discussion et débat entre tous les travailleurs, décisions prises quasiment à l'unanimité sur des objectifs à court terme.

— législatif et exécutif réalisé par le comité de base qui contrôle les décisions qu'il prend lui-même, désigne ses responsables, pratiquement pour chaque action, engage lui-même les négociations directes avec le patronat au pouvoir,

— met en branle et contrôle les syndicats ou ce qu'il en reste (faire les délégués prisonniers du comité de base ou les « black-bouler »).

Bien entendu, une telle organisation de travailleurs ne peut qu'être empirique et débouche forcément sur le manque de perspectives, donc sur la démobilisation s'il y a un noyau révolutionnaire pour voir à long terme avec le besoin d'une organisation permanente. A moins de sombrer dans l'anarchie (le patronat ne tardera pas à reprendre la situation en main) il devient alors nécessaire de réaliser la liaison entre les comités de base et d'attaquer le patronat et le pouvoir en coordination avec l'ensemble des travailleurs. Il faut alors penser à un stade d'organisation supérieur avec ce que cela représente, donc le syndicat rouge du type C.G.T.U. dans lequel l'ensemble des travailleurs ayant tiré les leçons de la division syndicale (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., etc.) et pratiqué l'UNITE TOTALE dans les comités de base auraient tout leur place.

Donc, que nous en ayons l'intention ou non, le révisionnisme produit son contraire par réaction. Les comités de

base ne dépendent pas de notre volonté, ils sont une nécessité historique née de la trahison, de même que le syndicat rouge est une nécessité historique.

Ce sont les travailleurs qui décideront s'il faut des permanents à vie ; ils auront eu l'expérience du révisionnisme moderne et de la dégénérescence de la C.G.T. Ainsi, la pensée de Mao-Tsé-Toung, synthétisant des années d'expérience de la révolution chinoise nous enseigne que les cadres doivent en particulier se lier étroitement avec les masses et se distinguer par leur ardeur à la tâche et leur désintéressement. Les cadres du Parti Communiste Chinois ont toujours été étroitement soudés à la base et, dans les conditions du socialisme participé régulièrement à la production.

Comme nous l'enseigne Lénine, les masses auront plus d'imagination que nous maintenant, le moment venu (ce qui n'est pas sombrer dans le spontanéisme). Mais il faut régler les problèmes un par un. En ce moment, venir aux comités de base, venir dans un syndicat rouge, n'est pas une sinécure, n'est pas une place recherchée par les opportunistes. On y prend les coups du

pouvoir, du patronat et des révisionnistes, et encore les critiques parfois inamicales des impatientes révolutionnaires qui trouvent encore que ça ne va pas assez vite. Dans ces conditions accepter, revendiquer la relève au bout de trois ans de militantisme absolu, de permanence, signifierait « Ouf ! J'arrêtera de lutter au poste le plus avancé dans trois ans ! » En réalité, ce serait une désertion et admettre que le seul facteur de l'opportunisme, du bureaucratisme, c'est le temps, la durée de la tâche. Autrement dit, la responsabilité la plus noble, le dévouement absolu serait la source de la pourriture. Non, les vrais militants révolutionnaires ont été soit évincés, soit corrompus. Et les nouveaux permanents ont été recrutés sur une ligne et une pratique révisionniste. Exemple concret, Léon FEIX, au XIX^e Congrès du P.C.F. a révélé que « dans l'ensemble on peut estimer à 50 % le renouvellement des membres des bureaux de cellule, 40 % de camarades nouvellement élus ont moins de 30 ans (...) Bon nombre d'entre eux ont adhéré depuis mai 1968 » donc sur la ligne capitulationniste de Grenelle. Il

a ajouté « Le renouvellement des membres des comités de section peut se chiffrer à 30 ou 40 %. 51 % de nouveaux camarades de ces comités ont moins de 30 ans (...) Pour les 25 directions fédérales concernées par le renouvellement, on compte 465 camarades ayant adhéré depuis mai 1968... ». n'est-ce pas clair ? Où sont passés les bolchéviks d'antan ? Qui les a liquidés ? d'une manière ou d'une autre ? N'est-ce pas identique à la C.G.T. ?

— Nous n'accepterons pas que les permanents soient payés par les patrons. Nous lutterons plutôt pour la disparition des patrons et c'est nous qui un jour les paierons comme balayeurs afin de les réduire par le travail.

— Nous n'accepterons pas la publicité car nous ne sommes pas à vendre. Il n'y a qu'à regarder H.R.

— L'avenir décidera si les comités de base et les syndicats rouges peuvent imposer dans la lutte d'autres terrains de négociation que les comités d'entreprise. Les vrais négociations en faveur des travailleurs se font dans la lutte, s'imposent par l'action, se font sous l'épreuve de force et non dans des instances préfabriquées, comme les C.E. En attendant, nous n'avons pas la force de lancer le mot d'ordre d'abandonner le comité d'entreprise pour nos camarades qui y siègent encore.

— Oui, nous sommes d'abord pour la défense des plus exploités, travailleurs immigrés, femmes, jeunes, etc... et ceux qui sont de plus en plus écrasés par une hiérarchie galopante encouragée par les dirigeants de la C.G.T. racleurs de cadres.

— Le but suprême du syndicat rouge restera la disparition du patronat et du salariat (dans les statuts de la C.G.T. jusqu'au 37^e Congrès) mais cela signifie que ce syndicat doit préconiser la fin du régime capitaliste, source de l'exploitation de l'homme par l'homme, et l'instauration du socialisme.

— Il est bien évident que le patronat et la bourgeoisie cherchent à se maintenir par tous les moyens (voir la fascisation actuelle) et que s'ils utilisent la violence armée contre la classe ouvrière, éventuellement qui paraît comme de plus en plus évidente (voir les assassinats d'octobre 1961, Charonne - février 1962 - Tautin G., Blancher, Beylot), la classe ouvrière devra riposter du tac au tac en opposant la violence révolutionnaire à la violence de la bourgeoisie.

Nous avons dit « première réponse ». Que d'autres lecteurs nous écrivent pour nous donner leurs avis. Nous publierons les avis qui feront avancer le débat, en ayant en vue la solution concrète à des questions concrètes.

APPEL A TOUS LES CHEMINOTS

Des militants cheminots cadres et exécution de tous services, de toutes les régions, d'appartenances syndicales diverses, ou démissionnaires et exclus de la C.G.T. à la suite de leur désapprobation de la ligne réformiste des diverses centrales se sont réunis à Paris en conférence nationale le 7 février 1970, sous l'égide du journal « Front Uni ».

Ces camarades ont confronté leurs expériences pratiques de lutte depuis bien avant mai-juin 1968, sur la base locale ou régionale, au sein des comités de base, comités d'action ou sous diverses autres formes.

De cette confrontation il est ressorti que le courant anti-réformiste, déjà présent chez les cheminots dès le début des années 60, a connu un développement impétueux depuis le grand mouvement de masse révolutionnaire du printemps 1968. La collaboration de classe, pratiquée depuis des années par les appareils syndicaux de toutes les fédérations, C.G.T. en tête, a constitué pour les cheminots un dur enseignement par la négative.

De plus en plus nombreux, les travailleurs du rail rejettent cette politique de trahison. Fidèles à la ligne suivie jadis par les camarades Monmousseau, Sémard, Catelas, Wodli, ils reprennent en main le drapeau de la lutte classe contre classe, pour l'abolition du patronat et du salariat et l'instauration du socialisme libérateur.

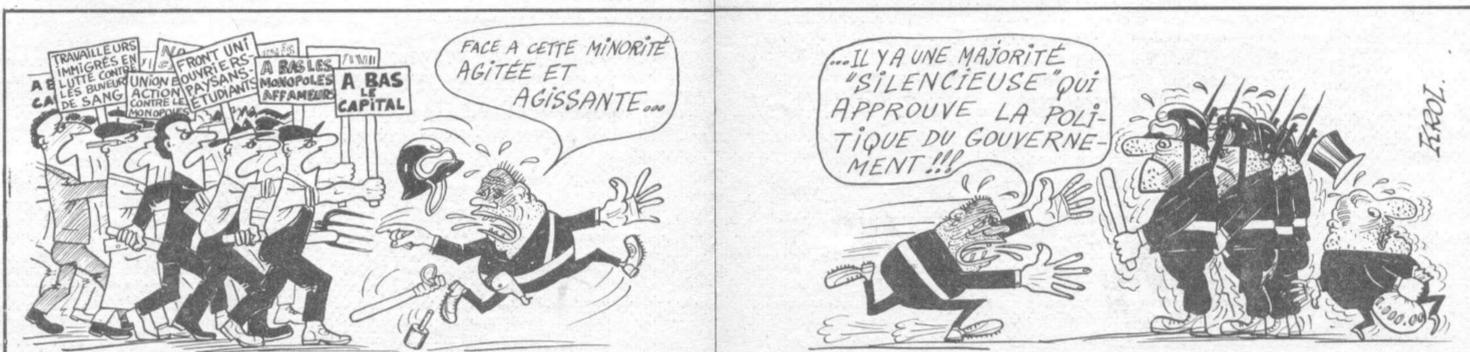
Face aux marchandages conclus sur le dos des travailleurs par les dirigeants de tous les appareils syndicaux, que ces compromis s'appellent Grenelle, contrat de progrès, accords-cadres, etc... ils préconisent la défense intransigeante des revendications élaborées par la base elle-même, et notamment :

— Annulation de toutes les sanctions pour action syndicale, et réintégration dans tous leurs droits des cheminots révoqués ou sanctionnés.

— Salaire de base à 1 000 F par mois, immédiatement, avec la revalorisation correspondante des retraites et pensions.

— Les 40 heures immédiates et sans étape avec une refonte complète du règlement P4 des roulants comme des sédentaires.

— Mise à la retraite d'office à 50-55 ans selon le cas, avec interdiction formelle des cumulés.



La semaine prochaine dans la « tribune de discussion » : un texte des camarades cheminots de Limoges.

En marge du 19^e Congrès du P. « C. » F. :

DÉFENDRE STALINE

REJOINDRE L'AVANT-GARDE MARXISTE-LÉNINISTE

Plus aucun parti « communiste » révisionniste ne publie et diffuse les œuvres de STALINE. Les dirigeants du P. « C » F. émules de l'Inquisition ont fait brûler systématiquement toutes les œuvres de STALINE, empêchant la jeune génération révolutionnaire de juger sur pièces. Ils n'ont jamais apporté une réfutation théorique des œuvres de STALINE, car ils en sont incapables et ce serait pour eux un suicide politique. L'insulte et la calomnie ont remplacé pour eux l'expérimentation scientifique. En s'attaquant à l'œuvre théorique de STALINE ils seraient obligés de s'attaquer ouvertement à LENINE, c'est la logique révisionniste.

Nous savons comment cela a pu arriver, comment le révisionnisme a pu s'installer en U.R.S.S. Après 1953, la couche privilégiée en U.R.S.S., issue des cadres du parti de l'Etat et de la production, encouragée par le révisionnisme titiste, n'avait en vue que de maintenir et consolider les confort et les privilèges qu'ils avaient usurpé de la sueur du peuple. Ils ne voulaient pas voir remettre en cause ces privilèges par un nouveau conflit avec l'impérialisme. Jouant avec le fait que le peuple soviétique, saigné à blanc, avait supporté le choc principal et les plus grandes pertes dans la guerre anti-fasciste (20.000.000 de morts) et de son aspiration légitime à la paix, cette couche, bien qu'issue du Parti Bolchevik de Lénine et Staline, a renoncé au Marxisme-Léninisme, a renoncé à soutenir les guerres de Libération Nationale, a renoncé à la Révolution prolétarienne mondiale. Leur soutien à la lutte des peuples ou du prolétariat mondial était considéré pour elle, comme un risque d'extension de la guerre à l'U.R.S.S., donc le risque de la perte de leur confort et privilèges.

C'est pourquoi, les révisionnistes modernes des pays socialistes, ayant Moscou pour centre, ont élaboré leur variante de la « coexistence pacifique » pour avoir leur paix, variante de la « coexistence pacifique » n'ayant absolument rien à voir avec celle conçue par LENINE et mise en pratique à BANDOUNG, selon le concept du Président MAO : « Pour établir une paix durable dans le monde, nous devons continuer à développer notre coopération amicale avec les pays frères du camp socialiste et renforcer notre solidarité avec les pays attachés à la paix. Nous devons nous efforcer d'établir avec tous les pays désireux de vivre en paix avec nous des relations diplomatiques normales sur la base du respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ainsi que de l'égalité et des avantages réciproques. Nous devons enfin apporter un soutien actif aux mouvements d'indépendance et de libération nationale des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, aux mouvements pour la paix et aux justes luttes de tous les pays du monde ». (Allocution d'ouverture au VIII^e Congrès du P.C.C. - 1956).

Les cliques révisionnistes dégénérées, des pays capitalistes, du fait de leur inconditionalisme aux nouveaux tsars du Kremlin pour leur politique de partage du monde en zone d'influence, et pour la restauration du capitalisme en U.R.S.S., ne peuvent plus prétendre faire la révolution dans leur pays. Faire la révolution dans les pays capitalistes est contraire à la stratégie des révisionnistes soviétiques.

En conséquence, les cliques révisionnistes des pays capitalistes renoncent à la guerre civile pour la prise du pouvoir (ex. Mai-Juin 1968) par le prolétariat. Il leur faut à tout prix éviter une rupture de l'équilibre entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. C'est pour cela que les cliques WALDECK-ROCHET-MARCHAIS et FRACHON-

SEGUY renoncent publiquement à la Révolution pour la « Démocratie avancée » et pratiquent ouvertement la collaboration de classe avec la bourgeoisie, tantôt de façon ouverte, et tantôt de façon camouflée, en vue de maintenir le statu quo politique à l'intérieur et l'équilibre sur le plan international. C'est cet équilibre intérieur et international qu'ils appellent en définitive la « coexistence pacifique ».

« Nouvelles libertés syndicales » et « Démocratie avancée » octroyées par la bourgeoisie, ne représentent en fin de compte que les revendications économiques et politiques de la base sociale du révisionnisme en France pour sa participation à la gestion de l'Etat bourgeois (Ministères, conseils d'administration, nationalisations, etc...) en tant que courant bourgeois.

Ainsi, dans les pays capitalistes, les partis « communistes » dégénérés en révisionnisme deviennent nécessairement un soutien politique, économique, social, culturel à leur bourgeoisie nationale dont ils sont le prolongement organisé au sein de la classe ouvrière.

Sur le plan intérieur, en tant que courant bourgeois menacé par la révolution authentique, le P.« C » F. lutte d'une part pour sa part du gâteau dans le cadre du régime, et d'autre part lutte contre les révolutionnaires marxistes-léninistes qui veulent renverser le régime pour établir la dictature du prolétariat laquelle s'appliquera nécessairement aux révisionnistes.

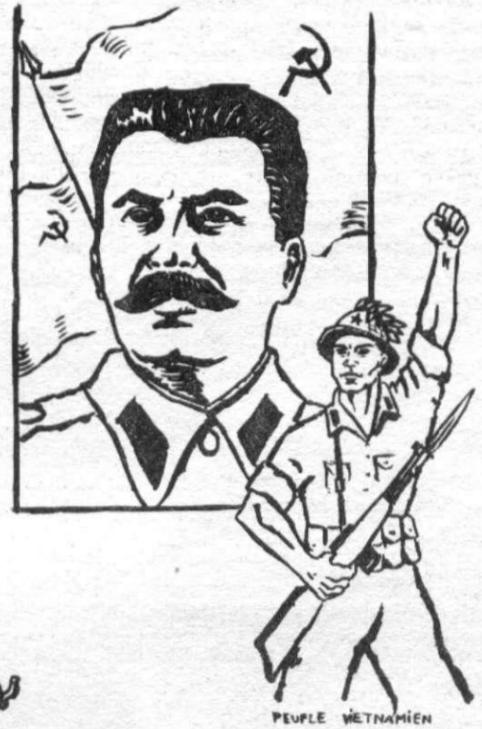
STALINE, dans son ouvrage « Les principes du léninisme » a mis en relief les risques de dégénérescence du parti, dégénérescence qui est la source de la scission entre révisionnistes et marxistes-léninistes. C'est parce que STALINE le a démasqués avant l'heure, que les révisionnistes lui en veulent à mort, au-delà de la mort. Voici ce qu'il écrivait :

« Les éléments opportunistes du Parti, voilà la source du fractionnisme. Le prolétariat n'est pas une classe fermée. Sans cesse, on voit affluer vers lui des éléments d'origine paysanne, petite bourgeoise, des intellectuels prolétariés par le développement du capitalisme. En même temps s'opère un processus de décomposition des couches supérieures du prolétariat, principalement les dirigeants syndicaux et les parlementaires que la bourgeoisie entretient avec le surprofit des colonies. »

Il est facile au lecteur de reconnaître au passage, dans le P.« C » F. et la C.G.T. ceux des dirigeants que STALINE décrit aussi bien.

Aujourd'hui les dirigeants du P.« C » F. et de la C.G.T. qui tiennent les appareils bien en mains, ont rejoint les traîtres dans la poubelle de la II^e Internationale. Les traîtres de la II^e Internationale ont provoqué, en raison de « Un se divise en deux » la naissance du P.« C » F. et de la C.G.T.-U. Les traîtres du P.« C » F. ont provoqué la naissance du P.C.M.L.F. le 31-12-67 (arbitrairement dissout le 12-6-68 avec la bénédiction de WaldeckMarchais), les traîtres de la C.G.T. engendrent les comités de base, embryons des futurs syndicats rouges.

DEFENDRE LENINE EN DEFENDANT STALINE, ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME ET REJOINDRE L'AVANT-GARDE MARXISTE-LÉNINISTE POUR REORGANISER LA CLASSE OUVRIERE, POUR FORMER ET CONSTRUIRE UN VASTE FRONT UNI ANTIMONOPOLISTE ET ANTI-IMPERIALISTE, POUR FAIRE LA REVOLUTION PROLETARIENNE TELLES SONT LES TACHES DES VRAIS COMMUNISTES. Correspondant Clermont-Ferrand.



Le NHAN-DAN, organe du Parti des Travailleurs du Vietnam célèbre le 90^{me} anniversaire de la naissance de Staline :

Les mérites et l'œuvre de Staline sont grandioses. Ses cinquante-cinq années d'activités révolutionnaires ont été une vie de lutte consacrée entièrement à la cause de la classe ouvrière, du peuple, du pays et au triomphe du sublime idéal communiste. Les communistes dans le monde entier considèrent Staline comme un éminent leader communiste et un grand révolutionnaire prolétarien dont la vie et le nom sont étroitement liés au marxisme-léninisme invincible.

Combattant sous le drapeau invincible du marxisme-léninisme, les communistes, la classe ouvrière et le peuple du Vietnam se rendent compte des services rendus par Staline. Il y a 16 ans, après le décès de Staline, le Président Ho Chi Minh, notre leader génial, notre grand éducateur, a dit à nos camarades et amis dans les cinq continents :

« La victoire de l'Armée Rouge Soviétique commandée par Staline a brisé le fascisme hitlérien et le fascisme japonais pendant la 2^e guerre mondiale et a contribué à la victoire de la Révolution d'Août au Vietnam ». (Le Camarade Staline, grand ami du peuple vietnamien — dans « Pour une paix durable, pour la démocratie populaire », numéro d'avril 1953).

Le Président Ho Chi Minh a affirmé que l'Union Soviétique qui progressait puissamment sous la direction du Parti Communiste de l'Union Soviétique ayant à sa tête Staline, « a éclairé notre voie, nous a fait envisager un avenir radieux et nous a encouragés à surmonter toutes les difficultés. » (article cité).

Depuis la fondation de notre Parti, à la lumière du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, nous nous rendons compte de plus en plus clairement de la sollicitude que Staline, en tant que dirigeant du Parti Communiste et de l'Etat soviétiques, a apportée à la lutte révolutionnaire de notre peuple. Nous gardons toujours dans notre mémoire l'appel de Staline qui résonnait en Occident immédiatement après la révolution d'Octobre : « N'oubliez pas l'Orient ! » Comme le Président Ho Chi Minh l'a dit, cet appel « a rappelé au peuple russe, qui venait de remporter une victoire, et au prolétariat mondial, de lier étroitement leur lutte à la lutte menée par les peuples opprimés en Asie contre l'ennemi commun, l'impérialisme ».

Nous considérons cela comme une nécessité historique de l'époque contemporaine, et comme une source de force intarissable pour la victoire de notre peuple.

UN SOLDAT NOUS ÉCRIT...

Je voudrais vous livrer quelques réflexions sur ce que je peux connaître de l'état d'esprit actuel dans l'armée. Il m'est difficile d'avoir un point de vue d'ensemble, mais je pense que ce que je vois et entends ici doit refléter assez bien ce qui se passe ailleurs.

Le durcissement progressif des règlements ou plutôt le retour à une application plus stricte des règlements après une longue période d'un certain libéralisme (depuis la fin de la guerre d'Algérie), les vexations multipliées, l'utilisation de plus en plus fréquente des jeunes appelés (pour les divisions métropolitaines) comme briseurs de grève, pour remplacer les personnels des services publics en grève, comme les transports urbains par exemple, l'intransigeance de la répression pour étouffer toute tentative ouverte de sortir de la traditionnelle inertie politique du contingent, la propagande sournoise pour éveiller chez nous des sentiments de haine contre les grévistes :



1936 : les soldats lèvent le poing...

par exemple l'utilisation démagogique du désappointement légitime de ceux qui ne peuvent pas partir en perm lorsque les cheminots sont en grève, le racisme hystérique des « crevures », (1) le cycle des guerres néo-coloniales inauguré par les répressions à la Martinique, à la Réunion et à Madagascar il y a quelques années et qui continue en ce moment avec le sinistre guerre « spéciale » du Tchad, la popularité grandissante des vrais soldats de l'armée du peuple que sont les guerilleros vietnamiens ou les commandos palestiniens, ainsi que de toutes les luttes armées de libération, tout cela va entraîner et entraîne déjà une politisation spontanée de la grande majorité des jeunes du contingent. Cette politisation est élémentaire mais elle existe. Elle va s'accompagner de luttes spécifiques, certainement très dures à mener du fait que la répression est toujours plus sévère et plus facile à l'armée que partout ailleurs, ce qui n'empêche que ces luttes feront partie intégrante des luttes populaires des jeunes de notre pays.

La plus grande partie des jeunes d'ici, en dépit de l'embrigadement et de l'avalissement que l'on voudrait leur faire subir s'en tiennent à une ferme attitude de résistance et souvent même de révolte ouverte contre l'idéologie fascisante des officiers et sous-officiers. La clique de ces officiers et sous-officiers pourtant vieux routiers de la répression et des pratiques démagogiques, enregistre échec sur échec, face à des jeunes sans grande expérience mais bien décidés à ne pas se laisser traiter comme un docile troupeau. Les exemples de résistance sont multiples mais je ne peux malheureusement pas en parler ici.

Ce que je peux vous dire par contre, c'est qu'il ne se passe pas de jour ici sans que j'ai des surprises,

et des surprises qui, je vous assure réchauffent le cœur. Je vais vous donner de petits exemples. Ainsi, 215 m (2) était au départ une longueur d'onde comme de quelques-uns seulement, maintenant elle l'est de beaucoup, et même 45,7 m (3). Pour les romans vietnamiens que vous m'avez prêtés j'en connais qui se les retiennent d'un soir à l'autre, non seulement pour les lire, mais souvent pour les relire ou recopier des passages entiers qui les ont particulièrement émus. Hier soir encore, j'ai entendu une réflexion qui est un peu naïve, qui peut faire sourire, mais moi je la trouve très révélatrice. Il s'agit d'un jeune gars qui n'a jamais rien d'autre à lire que des « polars », hier soir il me dit : « Dis donc, j'en ai marre de lire des O.S.S. 117 et des conneries comme ça, on m'a dit que t'avais des beaux trucs à lire, tu ne pourrais pas m'en passer un pour ce soir ? » Comme je n'avais plus un roman, plus une brochure sous la main je lui ai dit que pour ce soir-là je ne pouvais pas mais que je tâcherais de lui récupérer un roman pour le lendemain. — « Ça ne fait rien, m'a-t-il dit à ce moment-là, si tu n'as plus de romans donne-moi un bouquin autrement, quelque chose sur le socialisme ». Je lui ai répondu : « Moi, je veux bien, mais tu sais, ça va être un peu compliqué, il va te falloir du temps pour lire ça ». — « Ça ne fait rien, même si je ne comprends pas, donne m'en un quand même ». Finalement j'ai réussi à lui trouver la brochure sur Ho-chi-minh et un recueil de poèmes vietnamiens. Aujourd'hui, il m'a dit qu'il allait recopier des poèmes.

Et le plus souvent, ces romans ou ces brochures sont à l'origine de foules de questions. S'il ne fallait tout de même dormir un peu de temps en temps, on pourrait se coucher tous les soirs à minuit passé. En effet, le soir, après le journal de 19 h à la radio, ou autour d'un article que j'ai trouvé dans « Le Monde », ou d'un roman, ou de n'importe quelle réflexion de Jacques ou Paul, dans une chambrée ou dans une autre, on est entraîné dans des discussions sur les sujets les plus variés. Le plus souvent c'est le Vietnam : comment cette guerre-là a-t-elle commencé ? qu'est-ce que font les Ricains là-bas, les massacres ? Pourquoi le nord et le sud, qu'est-ce que c'est exactement que les vietcong ? mais c'est aussi : pourquoi la guerre au Biafra ? Qui c'est les Palestiniens, et Israël ? ou bien, pourquoi y a-t-il des travailleurs émigrés en France ? Le Communisme et les communistes ? A ce sujet, il est étonnant de voir à quel point tous sont implicitement convaincus d'avance que le P.C.F. et l'U.R.S.S. n'ont plus rien à voir avec le communisme, la question devient alors : est-ce que le communisme c'est une vieille idée qui est morte ou bien est-ce que ça peut redevenir une idée nouvelle, et là ça devient passionnant parce que ça nous intéresse directement, il n'y a pas que les vietnamiens qui peuvent croire à ces choses-là, nous aussi on pourra être dans le coup un jour. Et puis il y a la Chine, bien sûr, contre laquelle, contrairement à ce qu'on pourrait penser, les jeunes ont fort peu de préventions ; ils en ignorent presque tout sans doute, mais cela n'est pas très grave, et il me semble que le récit du moindre détail concret de la vie des gens de ce pays apparaît pour eux comme le signe d'un monde qui permet encore tous les espoirs à l'humanité.



Les questions sont d'une richesse, d'une pureté, parfois même d'une naïveté que vous ne pouvez imaginer, surtout de la part de gaillards qui ont tout de même par ailleurs une certaine expérience de la vie et qui parfois même sont de vrais durs à cuire. Et ce qu'il y a de formidable c'est que l'on parle entre gens qui se connaissent, qui vivent dans les mêmes difficultés, qui mangent la même

barbaque, qui entre eux vivent en parfaite confiance mutuelle, quasiment en « commune », qui sont unis par la même hargne contre les « crevures », ce qui fait que quand on discute entre nous, chacun croit d'emblée à la bonne foi de celui ou de ceux qui sont mieux informés sur les problèmes discutés. Et j'ai maintes fois entendu : « Avant on ne s'occupait pas de ces questions-là, mais maintenant ça nous intéresse, on a été vraiment con de ne pas s'y intéresser plus tôt ».

Je sais bien néanmoins que là pas plus qu'ailleurs il ne saurait se déclancher des luttes absolument justes et vraiment irréversibles que lorsque l'organisation de la classe ouvrière se sera renforcée et aguerrie pour lui permettre d'élaborer avec les éléments les plus conscients du contingent les mots d'ordre vraiment révolutionnaires, dont pour l'heure je n'ai encore qu'une très vague idée.

Il faut tenir compte aussi du fait qu'il est possible et même fort probable que les hautes sphères politiques du moment recourent pour parer au danger de développement de noyaux politiques au sein du contingent à une réorganisation progressive et d'ensemble de toute l'armée. La réduction du service militaire à 12 mois pourrait bien en être l'amorce.



Un seul cycle de saisons rend plus difficile une maturation conséquente des idées révolutionnaires dans les esprits, mais il suffit par contre pour former des spécialistes « courts ». Par ailleurs il est possible aussi que l'armée d'appelés soit peu à peu supplantée par une armée de métier, d'engagés volontaires, beaucoup plus apte à se faire embrigader idéologiquement et à assumer un rôle avoué de forces armées de répression (cf. l'armée de métier anglaise en Irlande l'an dernier). On sait aussi que lorsqu'un pays capitaliste — en l'occurrence il s'agit plutôt du bloc capitaliste tout entier dont le maillon le plus faible est actuellement la France, qui de ce fait pour faire face à la crise aura sans doute tendance à se fasciser plus rapidement que les autres — lorsqu'un pays capitaliste traverse une crise grave, ce qui n'est pas encore le cas pour le moment mais ce qui le deviendra certainement par la suite, les couches dirigeantes à force de démagogie parviennent à attirer dans leurs forces de répression : armée, milices paramilitaires, police, S.A.C. un contingent relativement important prélevé sur l'armée des sans-travail (cf. l'Allemagne nazie dans les années 33-39), ainsi que des éléments du sous-prolétariat métropolitain ou des néocolonies d'Afrique ou des départements d'outre-mer. Cela est une conséquence inévitable de la crise et du chômage qui l'accompagne, quand les forces populaires ne sont pas suffisamment organisées, ni dirigées par un parti de la classe ouvrière capable de répondre du tac au tac à toutes les provocations successives du fascisme montant ou quand ce parti

n'a pas de détachement organisé dans la jeunesse, de J.C., de « jeune garde » pour disputer le pavé aux jeunes fascistes et pour tisser des liens étroits avec toutes les couches de la jeunesse, surtout celles qui sont les plus opprimées, les plus durement touchées par le chômage, afin de les convaincre de ne pas tomber dans les pièges démagogiques de la bourgeoisie, afin de convaincre en particulier les jeunes chômeurs de ne pas se laisser embrigader dans les forces de répression.

Voilà ce que je peux voir d'ici, je suis sûr que mon horizon est restreint, il faudrait pouvoir généraliser l'enquête dans toute l'armée.

De toute façon, pour les jeunes militants qui partent à l'armée, il ne faut pas qu'ils y aillent avec la rage au cœur, avec l'impression de devenir inutiles pour plusieurs mois. Là comme ailleurs, il faut voir les choses dans leur double aspect ; faire son service militaire c'est désagréable de bien des points de vue, mais c'est une bonne chose aussi d'avoir été à l'école de l'ennemi. D'autre part, au sein des jeunes appelés la tâche est immense. Concrètement, on apprend ici à se lier aux masses, on apprend la patience, on apprend à faire le dos rond et à rentrer ses griffes quand il le faut, à accumuler de la haine contre les « crevures », on apprend à se servir d'un fusil, on apprend à écouter et aussi à éduquer, à former, à éveiller des esprits aux idées nouvelles.

Et un camarade m'a fait découvrir un petit poème du Président Ho Chi Minh :

« Sous le choc du pilon souffre le grain de riz ;

Mais l'épreuve passée, admirez sa blancheur !

Pareils sont les humains dans le monde où l'on vit :

Pour être un homme, il faut le pilon du malheur. »

Ces quelques vers je me les grave dans la tête, ils aident vraiment à considérer les choses non seulement du point de vue du passé et du présent mais aussi de l'avenir, c'est-à-dire du point de vue du renforcement de sa propre morale révolutionnaire.

Sans doute tout cela manque-t-il un peu de détails concrets, mais vous comprendrez sans doute que je ne peux guère vous en dire plus.

Bon ! je viens d'écouter Missoffe sur Europe I au sujet du service civique. Tenez-vous au courant sur tous les détails concernant son projet de loi. Je tâtonnais un peu pour ce qui était d'envisager comment se ferait l'embrigadement de la jeunesse. Je crois qu'après les propos tenus par Missoffe, tout devient lumineux : d'un côté l'armée de métier, de l'autre les chantiers de jeunesse pétinistes ou jeunesse hitlérienne, modèle 33-39, modifié 70. Je crois que ça va demander une parade rapide.

- (1) Adjudants, officiers...
- (2) 215 m : Radio-Tirana.
- (3) 45,7 m : Radio-Pékin.

Solidarité avec les soldats emprisonnés!

Depuis le 20 octobre 1969, 3 soldats, accusés par les autorités militaires « d'incitation à la désobéissance et d'atteinte au moral des troupes » après avoir été incarcérés à la prison départementale de Rennes ont été condamnés à la prison ferme.

Pourtant leur seul crime est de s'être élevés contre le militarisme bourgeois et la répression fasciste quotidienne dans les casernes.

Les marxistes-léninistes appellent tous les travailleurs, les étudiants progressistes à soutenir les soldats emprisonnés dans leur lutte contre la répression fasciste au sein de l'armée, en exigeant leur libération immédiate, à rejeter la formation d'une armée de mercenaires prête à toutes les besognes, prête surtout à défendre contre le peuple les privilèges de la haute bourgeoisie monopoliste française.

PAU : LA GREVE A LA FACULTE DES LETTRES

Pendant une semaine, la faculté des lettres de Pau a été en grève. Cela est important, car c'est la première fois depuis mai 1968 que notre ville connaît un mouvement étudiant d'une telle ampleur.

Le mouvement est parti, comme dans tant d'autres villes, mais parmi les premiers en France, des sections de langues vivantes (espagnol et anglais) qui sont touchées en premier chef par la circulaire ministérielle du 17 novembre prévoyant la suppression de la seconde langue vivante obligatoire dans le secondaire. Une telle mesure entraînera la suppression de 15 à 90 % des professeurs de langues selon les disciplines, l'espagnol étant particulièrement touché. Elle s'inscrit dans la politique générale d'austérité du pouvoir qui vise à un véritable démantèlement des facultés de lettres par la suppression de toutes les matières non rentables (psycho-socio, langues, bientôt histoire et géographie). L'enseignement de la seconde langue sera désormais confié à des écoles privées (Berlitz par exemple) réservées à ceux qui en auront les moyens. Le mouvement est parti de la section d'espagnol. Les révisionnistes de l'U.E.C. et leurs amis de l'UNEF-Renouveau, qui y sont assez bien implantés, se sont efforcés de prendre le contrôle du mouvement. Mais après trois jours de grève, c'est toute la faculté qui était en grève pour 24 heures par soutien aux hispanisants en lutte pour l'abrogation de la circulaire du 17 novembre et pour défendre les revendications propres à chaque section. Depuis ce jour, une lutte entre deux voies s'est engagée au sein du mouvement gréviste : s'appuyer sur la mobilisation des masses étudiantes, prolonger la grève, unifier le mouvement revendicatif à l'échelle de la faculté ; c'était la voie choisie par les militants de l'U.N.E.F. Désamorcer le mouvement en rejetant les formes de mobilisation massive au profit des méthodes ultra-parlementaires (pétitions, délégations restreintes) diviser les étudiants en grève en parcelisant les luttes au niveau des sections ; c'était la voie choisie par les révisionnistes et leurs amis.

Reprenons les faits :

Mercredi 28 janvier, la grève est votée pour le lendemain. De nombreux étudiants, militants ou non à l'UNEF font remarquer qu'une grève de 24 h ne suffira pas à faire reculer le pouvoir. Les révisionnistes se dérobent et renvoient la question au lendemain : « Décider aujourd'hui une grève illimitée serait absolument aventuriste ».

Jeudi : la grève est totale, de très nombreux étudiants sont mobilisés sur place. Les sections se réunissent. Les révisionnistes, qui gardent encore l'initiative, réussissent à imposer l'envoi d'une délégation chargée de porter une motion à la préfecture. Les historiens-géographes jugent cette forme d'action démobilisatrice et refusent de s'y associer. Les faits leur ont donné raison : dès vendredi, les hispanisants, qui avaient pourtant amorcé la lutte, étaient démobilisés et beaucoup voulaient reprendre le travail : « Nous avons fait grève pour aller porter une motion à la préfecture, on nous a reçus, que nous faut-il de plus ? Mais le soir, les révisionnistes doivent de nouveau reculer : la grève est reconduite jusqu'à mardi, un comité de grève est élu pour coordonner le mouvement à l'échelle de la Fac.

Les revendications des différentes sections : abrogation de la circulaire, construction immédiate de la nouvelle faculté, augmentation du corps professoral, augmentation du nombre et du taux des bourses qui ont besoin d'être unifiées à l'échelle de la Fac. L'UNEF propose pour cela la création de commissions réunissant les étudiants des différentes sections. L'UNEF Renouveau s'y oppose énergiquement puis se rallie à la proposition de l'UNEF au dernier moment pour éviter d'être mise en minorité. Ils eurent plusieurs fois recours à cette méthode durant la grève.

Mardi : une vingtaine de facultés de lettres ont rejoint notre mouvement en quelques jours. A Pau, la volonté de lutte est toujours très grande. Allons-nous continuer la lutte, décider une grève illimitée, comme le demandent tous les étudiants résolus à lutter jusqu'à la victoire ? Le moment est venu pour les révisionnistes de jouer leur rôle de briseurs de grève, ces messieurs se prononcent pour la continuation de la lutte sous d'autres formes (on avait déjà entendu ce couplet en juin 1968). Quelles formes ? Un meeting intersyndical avec le S.N.E.S., le S.N.E. Sup. et les Parents d'Elèves. La grève, on pourra toujours la recommencer plus tard ! La reprise des cours est votée par 180 voix contre 130 (mais il faut compter dans le premier nombre, un lot important de fascistes, étudiants ou non, qui s'étaient dérangés dans ce seul but).

Quelles leçons tirer de cette semaine de grève ?

— Dans leur immense majorité, les étudiants en lettres sont prêts à lutter contre le plan d'austérité gouvernemental et les répercussions sur le plan universitaire.

— L'idéologie réformiste exerce encore une large emprise sur les masses étudiantes et les révisionnistes utilisent à fond cet atout. Le réformisme s'est manifesté au niveau des revendications — par exemple, les anglicistes ont demandé la revalorisation des conseils de gestion, ce qui fait merveilleusement le jeu de la politique du pouvoir — et surtout au niveau des formes de lutte : les révisionnistes ont pu agiter avec succès l'épouvantail de la violence, la grève a finalement débouché sur la constitution d'un livre blanc qui sera transmis au conseil de gestion ! Puis au Rectorat et au Ministère.

— Les révisionnistes sont les pires ennemis du mouvement étudiant. Ils ont tout fait pour canaliser la grève depuis le début et ont fini par la briser. Nombreux sont les étudiants qui leur ont retiré leur confiance à la fin de la grève.

— L'U.N.E.F., qui s'était insuffisamment préoccupée, avant la grève, de la défense des revendications étudiantes a eu une attitude correcte pendant la grève, ce qui lui a permis d'accroître sensiblement son audience.

Au lendemain de la grève, tous les étudiants conscients doivent lutter pour arracher le mouvement revendicatif à l'influence démobilisatrice des révisionnistes et unifier ce mouvement à l'intérieur de l'U.N.E.F., organisation progressiste des masses étudiantes.

Les chiffres de la police... n'arrêteront pas notre lutte !

La bourgeoisie française s'est employée depuis juin 1968, à accélérer le perfectionnement des organes répressifs de son état. Du point de vue administratif comme sur le plan technique. Et la voici qui chante ses propres louanges en présentant au public « le premier bilan général et complet de l'activité des policiers enfin réunis sous une autorité commune, la direction centrale de la police nationale ». L'ordinateur électronique du Ministère de l'Intérieur a parlé.

Des chiffres précis sont étalés et les « succès » obtenus longuement énumérés. On y fait d'ailleurs d'intéressantes découvertes. Celle-ci par exemple : alors que la grande presse et les autres moyens d'empoisonner l'opinion publique ne cessent d'orienter leurs campagnes contre la jeunesse (criminalité, drogue, « voyous » des grands ensembles, délinquants mineurs, blousons noirs, longs cheveux, etc...), on apprend que les « malfaiteurs d'âge mineur représentent moins de 20 % des personnes inculpées ». Voici un aveu qui révèle l'imposture délibérée des campagnes d'intoxication contre les jeunes, campagnes qui dissimulent en vérité la grande trouille des bourgeois devant le caractère de plus en plus révolutionnaire des nouvelles générations.

Ce n'est pas tout. Notre bonne démocratie bourgeoise a fait refouler par ses « flics de l'Air et des frontières 117.400 publications interdites en France ».

Combien de celles-ci provenaient-elles de Chine, relatant d'éclatants succès dans le domaine de la révolutionnarisation de l'homme, la restitution de la vue à des aveugles ou de l'ouïe et de la voix à des sourds-muets, comme dans les périodiques « La Chine » ou « La Chine en construction ? » Des dizaines de milliers sans doute !

Notons cependant que le Ministre de l'Intérieur si fier de ses statistiques n'a pas osé révéler le nombre de coups de matraques assésés sur des cranes militants sans qu'ils ne parviennent à empêcher le développe-

ment de manifestations ! Aucune statistique non plus en ce qui concerne les « erreurs judiciaires » dues la plupart du temps à des « aveux spontanés » dans les locaux de la police. Aucun chiffre totalisant les « passages à tabac ».

Mais le lendemain de la publication du bilan de la police, la presse était contrainte de révéler l'ouverture d'une information contre X... par le Parquet de Paris « pour coups et blessures volontaires ». En fait c'est le juge ZOLLINGER qui s'est trouvé dans l'obligation de constater par lui-même les violences et tortures subies par trois jeunes prévenus qui lui étaient présentés pour inculpations de cambriolages. L'un d'entre eux, Edmond Colin, 24 ans, casier judiciaire vierge, avait dû « avouer » des vols après 20 à 25 minutes de tortures à l'électricité, alors qu'il n'a jamais participé à de tels méfaits. Les expertises médicales effectuées à la requête du magistrat sont formelles.

Voici un coin laissé dans l'ombre par le bilan de Marcellin mis en lumière certainement plus tôt que ne le pensait l'émule de Jules Moch.

Actuellement notre journal comme nombre de nos militants sont l'objet des tracasseries continuelles de ces Messieurs qui s'essayent à l'usage des techniques les plus modernes : photographies à distance, auditions à travers les murs, surveillances se voulant discrètes. Mais, s'il ne convient nullement de sous-estimer sur le plan tactique, tous ces stratagèmes ni les odieuses pratiques de la torture léguées par le nazisme et par les sales guerres colonialistes, il n'empêche qu'ils ne sauveront pas le pouvoir odieux de la bourgeoisie. Il y a en effet un facteur décisif sur lequel Marcellin et ses acolytes ne peuvent rien : c'est le facteur humain, c'est l'homme. L'histoire nous enseigne d'ailleurs qu'aucune police n'a jamais « tenu » jusqu'au bout, dans son ensemble, devant la montée d'une révolution. Soyons vigilants et attentifs à la répression sur le plan tactique, mais sachons la mépriser sur le plan stratégique !

MONTREUIL : LES INSTITUTEURS DE PAUL-LAFARGUE EN GREVE ILLIMITÉE

Cette école dite « spécialisée » pour inadaptés de 7 à 16 ans ne sert qu'à former des chômeurs et des surexploités. Les élèves (fils de travailleurs immigrés et des ouvriers les plus exploités) sont pour la plupart, dès leur entrée classés comme « débiles », par des « pseudotests » où tout est joué d'avance, (par exemple examen de 1.000 dossiers en 3 heures !).

— 1 atelier pour 4 classes ;
— 4 heures de bricolage par semaine, pas de matériel ;
— interdiction de donner un enseignement professionnel.

C'est ça que les instituteurs, organisés en comité de grève, refusent : l'école P.-Lafargue, machine à fabriquer des chômeurs et des surexploités.

Que fait la direction (P.C.F.) du S.N.I. de Montreuil ?

Elle « soutient » en paroles et par des « tentatives de délégation » les revendications immédiates du comité de grève :

— un atelier par classe ;
— un professeur d'enseignement manuel et technique par atelier ;
— crédits de fonctionnement.

Mais depuis le début, elle lance des attaques systématiques contre « certains éléments gauchistes du comité de grève » et prévient la population contre les actions « Aventuristes » et « irresponsables »... du comité de soutien. En fait, ils cherchent à :

— diviser le comité de grève ;
— désolidariser les parents d'élèves des grévistes ;
— restreindre la lutte à la stricte défense des revendications matérielles ; car ça on peut en parler au Ministre.

Mais, allez donc lui parler de la sélection bourgeoise, des écoles qui forment des chômeurs et des surexploités ! De ça les Révisos n'en parlent plus ni au ministre, ni à personne. Pensez donc, ça remettrait en cause toutes les écoles, les C.E.T... l'enseignement... le régime.

Pourtant, depuis 4 semaines cette grève menée par la base attaque le régime capitaliste. Partout, dans les écoles dites « spécialisées », C.E.S., C.E.T., les causes profondes de la révolte sont les mêmes : le capitalisme ! *Instituteurs, Profs des C.E.T. et surtout élèves des C.E.T., la victoire de cette grève dépend de notre solidarité. Montrons que Lafargue n'est pas un cas isolé, que pour les fils d'exploités c'est la même chose dans toutes les écoles « spéciales » ou pas.*

Que tous les camarades, élèves, Profs, Pions qui travaillent dans les C.E.T.-C.E.S., etc... écrivent au journal ce qui se passe dans leurs écoles. Le meilleur moyen de soutenir la juste lutte des enseignants « en colère » de P.-Lafargue c'est d'engager le même combat dans les autres écoles. Le C.D.H.R. de Montreuil.

LE COURRIER DES LECTEURS

• Le groupe dit « Gauche prolétarienne » sombre de plus en plus vers des actions de types fascistes :

• Le mardi 20 janvier un groupe de militants de l'Humanité Rouge tenait un stand de diffusion de la pensée Marxiste-Léniniste et vendait « H.R. ». Sur la table se trouvait un texte analysant la pratique putchiste et la « théorie » anarchiste de la « C.D.P. ».

• Vers midi un groupe d'excités se disant maoïstes entourent notre stand. Lorsque leurs yeux tombèrent (vous pensez, nous avions osé démasquer la « Résistance Populaire ») sur le texte les concernant, un des éléments des plus hystérique du groupe se rua dessus et en déchira plusieurs.

• Nous nous sommes interposés, une bousculade s'en suivit, un de nos camarades fut molesté et menacé de cassage de gueule !

• En guise d'explication l'un d'eux dit : « La démocratie ouvrière s'impose à coup de poing, confère la lutte des ouvriers révolutionnaires contre les sociaux-démocrates dans le passé » !.

Ceci se passe de commentaire !

• Une telle pratique doit être dénoncée dans notre journal. Nous ne pouvons plus considérer ces huluberlus comme des camarades, mais comme des éléments servant objectivement la bourgeoisie.

• Cet incident grave n'est pas isolé, il s'inscrit dans une campagne d'action menée depuis longtemps par ce groupe contre l'Humanité Rouge !

• En effet un incident plus mineur mais significatif eut lieu il y a un mois :

Des camarades de « H.R. » travaillant avec des camarades de « Justice et Paix en Palestine » avaient organisé des projections et débats sur le thème « Palestine vaincra » dans divers quartiers et facultés de Marseille.

• Lors de la projection à la Cité Universitaire St Jean du Désert, un groupe de la « C.D.P. » essaya en exerçant diverses pressions de s'emparer du film. L'attitude ferme de l'ensemble des participants au débat fit échouer leur plan.

• Nous pensons et les récents incidents extrêmement graves survenus à Nice lors de l'attaque d'un stand « H.R. » par la « C.D.P. » le prouvent, que ce groupe doit être vigoureusement attaqué politiquement et si c'est nécessaire militairement : c'est-à-dire, contre-attaqué vigoureusement lorsque ces petits bourgeois nous interdisent par la force de diffuser notre matériel.

• Pour autant qu'il s'agit de nos propres désirs, nous ne demandons pas à nous battre, même un seul jour. Mais si les circonstances nous y obligent, nous pouvons nous battre jusqu'au bout » (Mao Tsé Taung).

• Si notre ennemi principal est la bourgeoisie et son allié le révisionnisme, nous ne devons pas abandonner le front secondaire : attaquer les opportunistes de « gauche ».

• Dans ce sens, nous comprenons mal la réponse de « H.R. » à une lettre de camarades ouvriers d'Orly qui posaient le problème juste d'améliorer notre journal en le rendant plus vivant. Malheureusement cette lettre contenait des erreurs non relevées par « H.R. » et qui vont dans le sens de faire de la réclame pour la « C.D.P. ».

• En effet que veut dire lire un journal avec **Plaisir** !

• Est-ce que la lecture est amusante, distrayante comme c'est vraiment le cas pour la « Cause du Peuple » du fait de son style western et provocant.

• Où est-ce que la lecture apporte quelque chose au lecteur, l'aide à résoudre les problèmes que posent la lutte des classes tous les jours, le forme politiquement et l'arme idéologiquement pour les combats à mener contre la bourgeoisie et le révisionnisme ?

• Nous devons sur le plan national, les combattre résolument et nous demandons à « H.R. » de diffuser les deux textes de Nice et de Marseille afin que tous nos camarades soient armés pour le combat. Il est absolument nécessaire : de montrer aux yeux des militants de base de la « G.P. », le rôle objectif de leur pratique, d'isoler leurs leaders détraqués et les flics infiltrés. C'est seulement par cette méthode que l'unité des marxistes-léninistes se fera.

• Engageons la lutte résolument et faisons pénétrer le Marxisme-léninisme dans les masses populaires.

Les C.D.H.R. Etudiants de Marseille des Facultés : St-Charles, Luminy, St-Jérôme.

Pour mener correctement la lutte idéologique contre la gauche prolétarienne nous ne pouvons nous contenter d'analyser les racines idéologiques générales de leurs erreurs ; il nous faut partir de la tactique de ce groupe, analyser ce que donnent dans la pratique leurs idées.

Nous demandons donc aux C.D.H.R., à tous les camarades, de nous adresser des informations précises sur les actions menées par la « Gauche Proletarienne ».

Nous vous écrivons pour vous dire que nous sommes d'accord avec le sens général des critiques de la lettre des camarades de Lyon et que nous jugeons très important le débat commencé depuis deux numéros.

Sur le front ouvrier :

Effectivement les articles de bilan du travail des camarades sur le front ouvrier, comment ils ont résolu les difficultés pour travailler dans les syndicats, pour créer et diriger les Comités de Base, ce qu'ont fait les Comités de Base, etc... peuvent se compter sur les 10 doigts depuis bientôt un an.

Il nous semble également qu'il faudrait que l'« H.R. » parle beaucoup plus qu'elle ne le fait des luttes où les travailleurs brisent les conventions révisionnistes, en tire des enseignements (ex. : Bobcock-Atlantique dans le n° 28).

Ceci nous semble très important : Il est impératif pour les journalistes d'aller parmi les masses, de faire d'amples enquêtes et recherches à partir de la position du prolétariat, de savoir refléter les exemples typiques et d'avant-garde nés au sein des masses (Pékin-Informations n° 37 de 1968).

Si l'« H.R. » ne fait pas cela, elle n'aidera pas les ouvriers avancés à comprendre ce que sont les Comités de Base, à créer des Comités de Base, à les consolider, elle ne les popularisera pas en fait, y compris pour les camarades des C.D.H.R.

C.D.H.R. St-Chamond.

Camarades,

Tout d'abord, bravo aux camarades d'Orly pour avoir soulevé le lièvre du journal, qui est à notre avis un lièvre plus gros qu'il n'en paraît. En effet, ce n'est pas seulement une question de style, c'est une question de liaison du journal avec la vie des masses et une question de direction marxiste-léniniste du journal.

Si nous regardons le journal, des analyses... des déclarations de soutien... beaucoup de mots...

Mais pour ce qui est de descriptions vivantes de luttes à la base par ceux qui les vivent, il y en a peu...

Pour ce qui est de la systématisation de ces luttes et leur retour à la pratique sous forme de mots d'ordre c'est égal à 0. Les éditoriaux par exemple s'ils collent à l'événement, répètent inlassablement les mêmes mots d'ordres (ce qui se remarque surtout dans les ventes à la criée), rarement le Comité de Rédaction enrichit ces mots d'ordres les précise par la systématisation des comptes-rendu de luttes qui lui sont envoyés, ce qui traduit un manque de direction marxiste-léniniste du journal.

D'un autre côté, il faut bien voir que les C.D.H.R. dans leur majorité, n'ont pas très en main la tâche de rédaction du journal et d'envois réguliers d'articles : même des comptes-rendus de luttes qui ne sont pas encore menés par les marxistes-léninistes. De ce côté-là, il ne faut pas hésiter à envoyer un gars du C.D.H.R. faire un reportage, ce sera certainement un moyen fructueux de prendre contact. Le Comité de Rédaction de son côté, ne doit pas hésiter à déléguer un de ses membres en reportage sur les luttes d'importance nationale.

Correspondant H.R.

Camarades

Je viens de lire l'article des camarades de Lyon dans H.R. n° 43. Je suis tout à fait d'accord avec eux, les critiques qu'ils adressent à H.R. sont justifiées et il serait souhaitable de modifier le tir comme ils le suggèrent. Pour ma part j'estime que vous tapez beaucoup sur le P.C.F. et la C.G.T. Certes ce sont des révisions mais il ne faut pas oublier que les patrons ne les aiment pas et chaque fois qu'ils le peuvent ils foutent à la porte un délégué de la C.G.T. Il faut voir également que certains sont syndiqués à la C.G.T. car il n'existe pas d'autre syndicat « représentatif » (ou de masse) à gauche, ce qui fait qu'une partie des syndiqués de la C.G.T. n'est pas anti-révolutionnaire. On l'a vu en mai 68 où les gars de la C.G.T. organisaient eux-mêmes leur grève et participaient aux

manifestations bien que les délégués soient contre, ils peuvent donc être des alliés et il ne faut pas les répudier.

Une autre critique importante que je vous adresse c'est l'emploi abusif de la phrase stéréotypée genre « les fantômes américains et leur patel... »

D'autre part ne pas perdre pied avec la réalité notre cause est juste mais vous semblez présenter la révolution comme imminente or je ne pense que ce soit pour tout de suite, il faut d'abord entreprendre une action de masse « mobiliser les masses ».

Voilà les critiques que j'adresse à H.R. Tenez-en compte dans la mesure du possible et si vous les estimez justifier.

Salutations communistes.
Un étudiant du C.D.H.R.
d'Aix-en-Provence

ÉLECTIONS
PIEGES
A CONS !

C'était le slogan de beaucoup de révolutionnaires lorsque les bonzes et les bureaucrates révisionnistes et réformistes de tout poil eurent bradé la grande grève de Mai 1968 pour une mascarade électorale.

Les « élections » qui viennent de se dérouler à Corte (Corse) confirment jusqu'à la caricature ce jugement lapidaire.

En effet, pour 4.323 inscrits, il y a eu 9.847 votants, qui dit mieux ? La liste U.D.R. a été « élue » !... par 130 % environ des électeurs inscrits. Beau score, n'est-ce pas ?

Sur le continent, la fraude est de règle, des révisos aux fascistes en passant par le centre et les « socialistes » mais elle reste dans des limites « raisonnables ». Merci aux Corses d'avoir poussé à l'absurde le système électoral, pourri grâce auquel le pouvoir des monopoles tient le peuple en laisse !

D'ailleurs, ainsi que le remarque « le Monde » du 4 février, les mal-élus de Corte resteront encore un bon moment en place. Le recours au tribunal administratif n'est que le premier pas d'une longue randonnée dans le maquis... de la procédure :

Le caractère suspensif d'une telle instance profite uniquement aux « mal-élus », qui, en outre, peuvent allonger la procédure en formant contre le jugement du tribunal administratif annulant leur élection, des recours en Conseil d'Etat — et l'on sait que, quand une affaire de ce genre lui est soumise, il faut, à cette haute juridiction, deux années au moins avant de rendre son arrêt.

Et après ? Eh bien on remettra ça !

Après tout, diront les « élus » de Corte à ceux qui voudront faire la petite bouche, comment donc M. Michel Debré a-t-il été « élu » à la Réunion ?

Mais le jour viendra bientôt, où les travailleurs des villes et des campagnes balayeront les « élus » de droite ou de « gauche » avec leurs panneaux et leurs urnes et instaureront le pouvoir du peuple !

26 FÉVRIER :
TOUS UNIS CONTRE LES FASCISTES !

Le 26 février, le groupe fasciste Ordre Nouveau a l'intention de faire un meeting de 3 000 personnes à la Mutualité.

Dans le contexte politique actuel de hausse générale des prix, le développement du mouvement de grève dans les facultés, les luttes des lycéens, les grèves dures avec occupation qui éclatent ça et là, sont les signes avant-coureurs d'une nouvelle vague de luttes populaires. Le printemps risque d'être difficile pour les monopoles... C'est dans ce cadre que se comprend la montée des groupuscules d'extrême-droite, éléments d'un processus d'ensemble que nous avons appelé la fascisation.

Fascisation n'est pas fascisme. Gardons-nous de la propagande abstraite et théorique et étudions minutieusement la politique des monopoles : entraînement de l'armée pour la guérilla anti-

subversive, formation de « maquisard » du fantassin, déclarations menaçantes de Chalandon sur un « régime dur », propositions de Sanguinelli pour la création d'une armée de métier, tentative de Marcellin pour séparer les CRS de la police et en faire un corps spécial, campagne de « Paris-Press » pour un service « national » basé sur le « civisme », etc... C'est parallèlement la tentative d'institutionnaliser la collaboration de classes à tous les niveaux : « participation » dans les Facs, intérêt des travailleurs aux fruits de l'expansion, actionnariat ouvrier à Renault, « contrats de progrès », etc... La fascisation c'est concrètement tout ce processus : « Le fascisme, nous apprend Dimitrov, c'est la dictature terroriste du capital financier »... Chez nous les monopoles ont déjà les rênes. C'est de l'intérieur qu'ils prennent les

mesures qui leur serviront par la suite. Ce processus de mise en place feutrée du cadre légal de la repression brutale appuyé sur l'association capital-travail, c'est cela la fascisation.

L'ennemi est et reste les monopoles au pouvoir et non tel ou tel groupe fasciste.

Mais le meeting du 26, c'est une provocation. En l'autorisant, les monopoles poussent en avant un pion : cela leur servira à tester la volonté de lutte anti-fasciste des masses progressistes. De la même façon, ils ont déjà coordonné la campagne sur « anti-sionisme = anti-sémitisme » et les attaques du Béthar sur la faculté de Censier.

On ne peut prétendre lutter contre la fascisation sans prendre en main concrètement la lutte quotidienne, l'auto-défense, l'explication régulière.

On ne peut « laisser passer » le 26 février

Le but d'Ordre-Nouveau est d'apparaître comme le pôle unificateur des groupes fascistes dans l'optique de création en France d'un parti « national ».

On ne peut « laisser passer » un meeting qui, après celui de Milan, a la prétention de réunir la Phalange, le Mouvement Social Italien, les fascistes grec, le N.P.D. (néo-nazi), etc...

Après la résistance, les 80 000 communistes morts dans la lutte contre le nazisme, les glorieux faits d'armes des Francs-Tireurs et Partisan, le peuple de Paris ne doit pas permettre que résonne à nouveau sur le pavé de la capitale les bottes du fascisme !

Dans la plus large unité des forces progressistes, des organisations démocratiques anti-fascistes,

faisons du 26 février, une journée d'unité anti-fasciste !

LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE



Camarades ! Le numéro 63 de Frères du Monde (1) comportant un dossier sur « Le Combat des Palestiniens » est paru. Au sommaire de ce dossier :

- La grande révolution palestinienne des années 1936-1939 ;
- Les « réfugiés » ;
- La résistance du peuple palestinien ;
- La révolution palestinienne sur la scène internationale ;
- L'état sionisme.

Ce dossier est d'une utilité militante énorme, à l'heure où la résistance palestinienne et son soutien sont à l'ordre du jour.

Nous publions ci-dessous un extrait de la partie du dossier consacré à « La Révolution Palestinienne sur la scène internationale ».

La révolution palestinienne et les quatre Grands.

La politique de la révolution palestinienne remet en cause l'ensemble de la diplomatie au Proche-Orient. Aussi les grandes puissances suivent de très près la situation et mettent tout en œuvre pour trouver une « solution pacifique » au problème palestinien. Elles utilisent leur influence politique et économique sur les pays de la région. Israël et la Jordanie sont sous l'influence des U.S.A. et de la Grande-Bretagne ; l'Égypte et la Syrie sont sous l'influence russe, le Liban sous influence de la France et des U.S.A. La révolution palestinienne échappant politiquement aux « Grands », il est logique que ces derniers cherchent à la liquider totalement.

La résolution du 22 novembre 1967 adoptée unanimement au Conseil de sécurité par les « quatre Grands » est la preuve de leur inquiétude devant le danger que courent leurs intérêts. Cette résolution appuie l'État d'Israël en lui accordant la reconnaissance politique et la liberté de navigation sur le canal de Suez. Mais d'autre part, en demandant à Israël d'évacuer les territoires occupés lors de la bataille des 6 jours, elle permet aux dirigeants arabes de résister à la poussée des masses exaspérées par l'occupation de leurs terres et la médiocrité des efforts entrepris par les régimes en place pour les libérer.

L'attitude des « quatre Grands » n'est pas étonnante. Leurs intérêts dans la région s'opposent radicalement aux intérêts du peuple palestinien. Aussi la résolution du 22 novembre ignore-t-elle entièrement l'existence de la résistance palestinienne. Lorsque nous disons « ignore » nous voulons dire très précisément que les « quatre Grands » ne reconnaissent pas au peuple palestinien le droit à l'autodétermination sur son propre territoire. Les « quatre Grands » s'obstinent à voir la réalité palestinienne sous l'angle de leurs intérêts et ramènent la question palestinienne à un simple « problème des réfugiés » susceptible d'être résolu avec la « bonne volonté » (Dollars + « Humanisme »). En face, notre position est claire. L'ensemble des organisations regroupées dans l'O.L.P. (Organisation de Libération de la Palestine) rejette catégoriquement la « résolution du 22 novembre » et tout règlement dit « pacifique ». Les admettre voudrait dire que nous acceptons la liquidation du peuple palestinien en tant que nation ayant des droits légitimes sur l'ensemble de la Palestine occupée.

Le M.L.P. est conscient de l'intérêt que porte l'impérialisme à cette région du monde. Il envisage la probabilité d'une action directe de l'impérialisme au cas où le M.L.P. mettrait en danger Israël et les régimes arabes en place. Ce danger doit être pris au sérieux, car le M.L.P. et les masses arabes devront l'affronter seuls. L'U.R.S.S. engagée dans le processus de « coexistence pacifique » ne veut en aucun cas affronter directement les U.S.A. Cette politique de coexistence a permis en fait aux U.S.A. d'intervenir au Congo, à Saint-Domingue, au Liban, au Viet-Nam ; pourquoi pas en Palestine ?

Après cette dénonciation — qui n'oublie pas le rôle impérialiste de la France —, l'article se termine en rappelant le soutien de la Chine Populaire, de l'Albanie, du Vietnam et en montrant l'importance de la lutte des militants anti-impérialistes dans les bastions capitalistes, « véritable base arrière politique et économique de l'État sioniste ».

(1) Frères du Monde, 208, rue de Pessac, Bordeaux, ou s'adresser aux librairies progressistes. Prix du numéro : 6,50 F, 140 pages.

LAOS :

UN PEUPLE, DES FUSILS UNE VICTOIRE

Aux frontières du Vietnam, un deuxième Vietnam : le Laos. Comme au Vietnam, un peuple y lutte depuis vingt-cinq ans contre les agresseurs étrangers qui ont voulu l'écraser : les japonais d'abord, puis les français et, aujourd'hui, les américains.

Comme au Vietnam, les impérialistes américains y pratiquent le terrorisme généralisé et le génocide. Ils tentent d'anéantir la population civile sous un déluge de bombes incendiaires, asphyxiantes, explosives ou à fragmentation.

Comme au Vietnam, les masses populaires ont eu recours, pour résister à l'agression armée du plus grand impérialiste de tous les temps, à une arme plus efficace que les bombes les plus puissantes : la guerre du peuple. En 1954, au début de leur lutte de libération contre l'impérialisme américain, les Forces Patriotiques lao ne comptaient que 25 guerilleros ; aujourd'hui, les deux tiers du pays sont libérés.

STUDIO DE LA HARPE 13 rue St Séverin Paris 5^e
M^o St Michel Ode 34 83

LE PEUPLE ET SES FUSILS



LA GUERRE POPULAIRE AU LAOS

EN COMPLEMENT DE PROGRAMME UN DOCUMENT INEDIT SUR
HO CHI MINH

REALISATION: P. SERGENT. M. LORIDAN. JORIS IVENS PRODUCTION: CAPI-FILM

Le film, LE PEUPLE ET SES FUSILS, a pour tâche d'expliquer ce qui fait la victoire, face à l'agression américaine, d'un petit peuple naguère divisé, sans instruction, sans armes, apparemment sans force. Il décrit un enseignement et un apprentissage : l'apprentissage et l'enseignement de la révolution que les combattants, les militants du Front Patriotique lao et les masses paysannes font ensemble, jour après jour, en menant leur résistance victorieuse contre l'agression impérialiste.

Parce que son projet didactique n'est pas tenu caché, LE PEUPLE ET SES FUSILS est un film qui peut surprendre. On ne cherche pas à fasciner le spectateur dans son fauteuil. On lui donne les moyens de s'assimiler, avec un esprit critique, les leçons politiques du film : l'idéologie révolutionnaire, quand elle a pénétré profondément dans les masses populaires, devient une force invincible lorsqu'elle s'appuie sur la lutte armée. Car, comme l'a écrit le Général Giap, « dans la guerre révolutionnaire, la suprématie politique du peuple se transforme en une force matérielle capable de tout créer à partir de rien, de changer une situation de faiblesse en une situation de force, de surmonter toutes les difficultés et, finalement, de l'emporter sur un ennemi beaucoup plus fort au début.

Le Président Ho Chi Minh aimait à s'entretenir, en dehors de tout protocole, avec les combattantes et les combattants du Vietnam, celui du Nord et celui du Sud, qui étaient prêts à verser chaque goutte de leur sang parce qu'ils avaient parfaitement compris l'appel qu'avait lancé leur vénéré Oncle Ho : « Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté ».

Le film RENCONTRE a été tourné quelques mois avant la mort du Président, lors d'un entretien avec des miliciennes et des soldats de l'armée régulière et le Premier Ministre Pham Van Dong.